

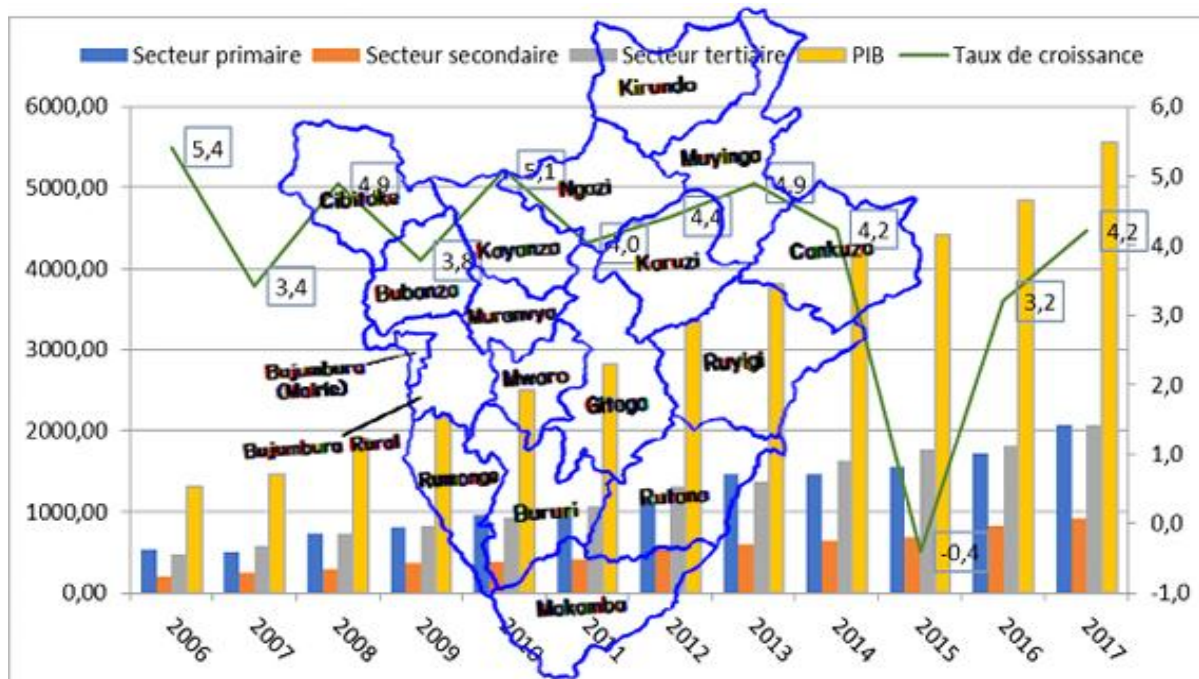
INSTITUT DE STATISTIQUES ET D'ETUDES  
ECONOMIQUES DU BURUNDI



DIRECTION GENERALE

TITRE : COMPTES DE LA NATION 2016

DATE DE PRODUCTION : NOVEMBRE 2019



DATE DE PUBLICATION : DECEMBRE 2019

ISTEEBU, Zone Rohero, Quartier INSS, Avenue de l'Aviation, N°06, B.P. 1156 BUJUMBURA,  
Tél. : (+257) 22 22 2149/22 22 67 29, 22 21 67 34/35, FAX : (+257) 22 22 26 35,  
E-Mail : [isteebu@isteebu.bi](mailto:isteebu@isteebu.bi), [isteebubdi@gmail.com](mailto:isteebubdi@gmail.com), Site Web : [www.isteebu.bi](http://www.isteebu.bi)

Devise : " En marche avec les Statistiques Fiables au Service du Développement "

## Avant-propos et remerciements.

Le Ministère des Finances, du budget et de la Coopération au Développement Economique par le biais de l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), a le plaisir de vous présenter le rapport sur les comptes nationaux du Burundi, édition 2016.

La présente édition est consacrée aux comptes nationaux définitifs de l'année comptable 2016, ainsi que des résultats des comptes nationaux provisoires de 2017. Elle fournit donc une évaluation des principaux résultats de la comptabilité nationale sur les années 2016 et 2017.

La méthodologie de travail utilisée dans le cadre de ce travail s'inspire largement au Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN 93) et les nomenclatures d'activités et de produits utilisées sont une adaptation au contexte burundais des nomenclatures établies par l'Observatoire Economique et Statistique de l'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) pour ses Etats membres, à savoir la Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT (NAEMA) et la Nomenclature de Produits des Etats Membres d'AFRISTAT (NOPEMA) qui, elles-mêmes, dérivent respectivement de la Classification Internationale Type par Industrie, révision 3 (CITI rév 3) et de la Classification Centrale des Produits, révision 2 (CPC, rév 2)<sup>1</sup>.

En cette occasion, le Ministère tient à remercier tous les partenaires techniques et financiers du Burundi pour le soutien dont le pays a bénéficié tout au long des travaux de production de ces comptes, sans oublier toutes les structures publiques et privées qui ont répondu favorablement aux différentes requêtes en informations indispensables à la bonne analyse des agrégats macroéconomiques.

Malgré qu'il soit établi sur la base des sources les plus fiables disponibles et qu'il ait bénéficié de minutieux contrôles par les services habilités, ce document pourrait contenir des erreurs matérielles. Aussi, accueillerions-nous volontiers toutes observations, remarques et suggestions complémentaires qui permettraient d'améliorer la qualité de nos prochaines éditions.

LE MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET  
DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE

NDI HOKUBWAYO Domitien

---

<sup>1</sup> Notez que le Burundi est en phase de migration vers le SCN de 2008 tout en adoptant la version révisée de CITI (CITI rév 4)

## Equipe technique

### *Supervision générale*

1. Directeur Général : NDAYISHIMIYE Nicolas

### *Coordination technique*

1. Directeur du Département des Etudes  
et Statistiques Economiques et Financières : SIBOMANA Jean Claude

2. Chef de service : « Comptabilité Nationale » : DUNIA Prudence

### *Equipe de rédaction :*

1. Mr NDAGIJIMANA Pascal, chargé des statistiques des entreprises et du calcul du loyer imputé
2. Mme Floride NIYONSABA, chargée des statistiques des finances publiques
3. Mme NSHIMIRIMANA Florence, chargée des statistiques des finances publiques
4. Mr NIYINYITUNGIYE Pacifique, chargé des statistiques de la pêche et du secteur informel
5. Mme RUSAKE Jacqueline, chargée des statistiques des banques et assurances
6. Mme AKITEKA Christa Chadia, chargée des statistiques de l'agriculture, élevage et sylviculture.
7. Mme NIYONZIMA Violette, chargée des statistiques des entreprises et du calcul du loyer imputé
8. Mme GACOREKE Dévote, chargée des statistiques de l'agriculture, élevage et sylviculture.

### *Diffusion :*

NIMBONA Spès : Chef de la cellule « Traitement, Publication, Diffusion, Archivage et Documentation Statistique

## 0. Introduction

La présente publication est consacrée aux comptes nationaux définitifs de l'année comptable 2016, ainsi que quelques résultats des comptes nationaux provisoires de 2017. Elle fournit une évaluation des principaux résultats de la comptabilité nationale sur cette période.

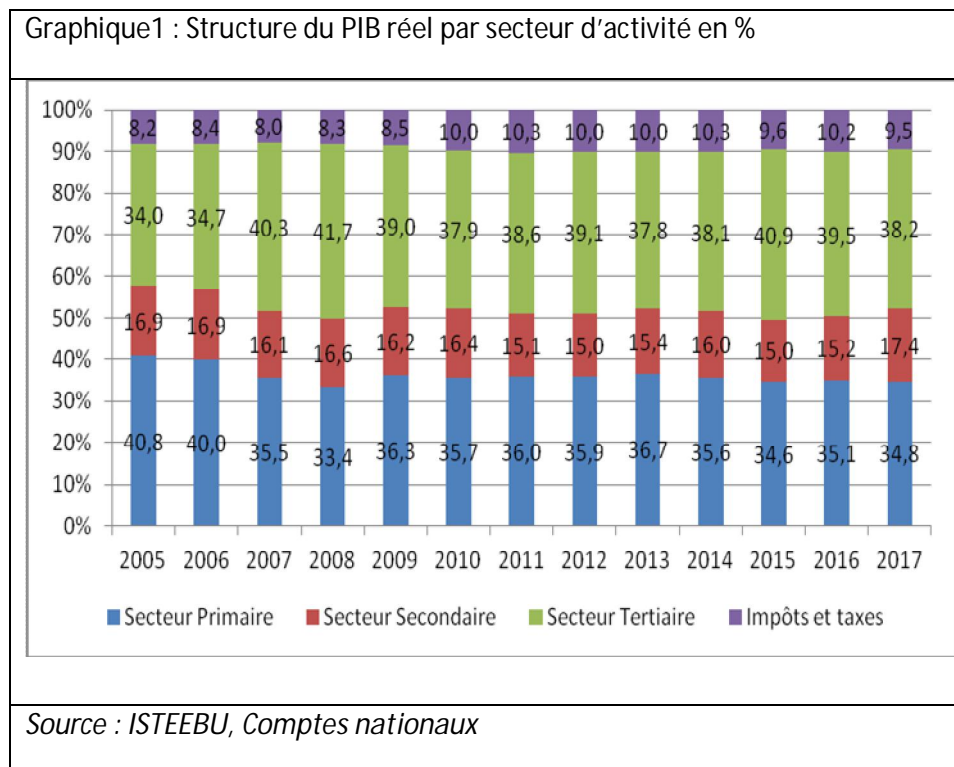
La méthodologie d'élaboration utilisée dans le cadre de ce travail est conforme au Système de Comptabilité Nationale 93 (SCN93) et les nomenclatures d'activités et de produits utilisées sont une adaptation au contexte burundais des nomenclatures établies par AFRISTAT pour ses Etats membres, à savoir la Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT (NAEMA) et la Nomenclature de Produits des Etats Membres d'AFRISTAT (NOPEMA), qui, elles-mêmes dérivent respectivement de la Classification Internationale Type par Industrie révision 3 (CITI, rév 3), et de la Classification Centrale des Produits (CPC, rév 2).

### I. Principaux résultats des comptes nationaux définitifs de 2016

- ✚ Un taux de croissance réel en 2016 de 3,2% contre -0,4% en 2015. De façon provisoire, le taux de croissance de 2017 est de 4,2 ;
- ✚ Un PIB de 4 848,2 milliards de FBU en 2016 à prix courants contre 4 417,9 milliards de FBU en 2015. Pour l'année 2017, le PIB à prix courant est estimé à 5 562,4 milliards de FBU ;
- ✚ Un PIB réel de 4 559,2 milliards de FBU à prix constants de 2015. En 2017, ce dernier, de façon provisoire équivaut à 5 052,5 milliards de FBU;
- ✚ Un relèvement de 6,6% du PIB courant par habitant qui se situe à 479 332 FBU en 2016 contre 449 710 FBU en 2015, pour une population estimée à 10 114 505 habitants en 2016. Provisoirement, le PIB courant par habitant se situe en 2017 à 534 819 FBU pour une population estimée à 10 400 528 habitants pour cette même année, soit un relèvement de 11,6%.
- ✚ Un PIB par habitant, exprimé en dollars américains, qui a progressé de 1,4% entre 2016 et 2015, soit 290\$ en 2016 contre 286\$ en 2015, avec le cours de change moyen de 1655 FBU pour un dollars américain. Ce PIB est de 309\$ en 2017, soit une croissance de 6,6% pour un taux de change de 1729 FBU pour un dollars américain.
- ✚ Un déflateur du PIB de 6,3% et 10,1% respectivement en 2016 et 2017.

- ✚ Au cours de 2016, Par secteurs d'activités, nous enregistrons une croissance de 2,7% pour le secteur primaire, 2,0% pour le secteur secondaire et 1,6% pour le secteur tertiaire.
- ✚ Pour 2017, provisoirement, il est constaté une croissance très considérable surtout pour les secteurs secondaire et tertiaire qui sont respectivement de 7,5% et 6,4%. Le secteur primaire quant à lui connaît une croissance de 2,1%.

## II.0. Structure du PIB réel par secteur d'activité



L'année 2016 est caractérisée par une performance du secteur primaire dont le poids s'établit à 35,1% contre 34,6% en 2015. Cette performance est due essentiellement à l'augmentation de la production de l'Agriculture vivrière. Le poids du secteur primaire s'établit de façon provisoire à

34,8% en 2017. Pour ce qui est du secteur secondaire, son poids lui, reste stable depuis 2005 et le poids moyen sur la période oscille autour de 16,0%. Pour l'année 2016, le poids du secteur secondaire dans le PIB réel est de 15,2% et de 17,4% en 2017 provisoirement. Le secteur tertiaire, reste quant à lui le plus important dans l'économie, avec 39,5% du total du PIB bien que son poids ait connu une légère diminution par rapport à l'année précédente. Une légère diminution s'observe aussi pour l'année 2017 puisque son poids pour cette année est de 38,2%. Ce secteur est essentiellement soutenu par les services d'éducation, des banques et assurances et d'Hébergement et restauration.

### II.1. Secteur primaire

Par rapport à 2015, la richesse nouvelle dégagée par le secteur primaire en 2016 a connu une croissance de 2,7%. Cette croissance est issue de l'élevage qui enregistre une croissance de 36,8%, de l'agriculture vivrière qui croît de 2%, de la pêche et

sylviculture qui enregistrent une croissance de 13,4%. Cependant, l'agriculture d'exportation affiche une décroissance de 19,5%. Cette diminution est essentiellement due à la baisse de la production des principales cultures d'exportation par rapport à celle de la campagne précédente. En effet, la quantité totale du café marchand s'est établie à 14.326 tonnes contre 18.079 tonnes de la campagne précédente, soit une baisse de 20,7%<sup>2</sup>, la production du thé sec passe de 11 588 tonnes en 2015 à 11 040 en 2016, soit une diminution de 5%.<sup>3</sup>

Pour l'année 2017, le secteur primaire connaît une évolution de son activité avec comme taux de croissance 2,1%. Ce léger ralentissement par rapport à 2016 est dû surtout à une chute de croissance dans les produits de l'élevage qui sont passés à 22,3% de croissance.

Tableau 1 : Valeur ajoutée du secteur primaire à prix courants et constants de l'année précédente, en milliards de FBU 2016 et provisoire 2017

	2016				2017			
	Prix constant (2015)	Prix courant	Taux de croissance Réelle	Contribution à la croissance	Prix constant (2016)	Prix courant	Taux de croissance Réelle	Contribution à la croissance
Secteur primaire	1598,8	1723,8	2,7	0,9	1760,3	2073,6	2,1	0,8
Produit de l'agriculture vivrière	1375,5	1465,0	2,0	0,6	1465,4	1730,6	0,0	0,0
Produit de l'agriculture d'exportation	66,8	80,4	-19,5	-0,5	86,1	95,3	7,0	0,1
Produit de l'élevage	78,3	101,5	36,8	0,5	124,2	154,6	22,3	0,5
Autres produits des activités du primaire	78,3	76,9	13,4	0,2	84,7	93,1	10,1	0,2

Source : ISTEERU, Comptes nationaux

## II.2. Secteur secondaire.

Le secteur secondaire qui représente 15,2% du PIB réel regroupe les activités d'extraction, d'industries, de construction, de production d'électricité, gaz et eau. Ce secteur a enregistré, une croissance réelle de 2,0% en 2016 contre une décroissance de 0,1% en 2015. Cette croissance du secteur secondaire est imputable à la branche de la construction et de l'industrie qui enregistrent respectivement une croissance de 2,0% et 2,0%. Par contre, la branche d'extraction a connu des contreperformances, avec un taux de croissance de -0,9%.

Concernant l'année 2017, le secteur secondaire connaît une amélioration dans ses activités. En effet, il représente 17,4% du PIB réel de 2017, avec un taux de

<sup>2</sup> ARFIC, Rapport de production de café, mars 2017

<sup>3</sup> Rapports OTB et PROTHEM



croissance assez remarquable de 7,5%, avec une contribution au PIB de 1,3% (par rapport à une contribution de 0,3% en 2016, soit un point de plus pour 2016).

Tableau 2 : Valeur ajoutée du secteur secondaire à prix courants et constants de l'année précédente, en milliards de FBU

	2016				2017			
	Prix constant (2015)	Prix courant	Taux de croissance Réelle	Contribution à la croissance	Prix constant (2016)	Prix courant	Taux de croissance Réelle	Contribution à la croissance
Secteur secondaire	694,6	819,7	2,0	0,3	881,1	919,8	7,5	1,3
Extraction	18,2	18,4	-0,9	0,0	25,4	27,0	38,2	0,1
Abattage, transformation et conserve de viande	23,5	34,2	1,4	0,0	41,8	49,9	22,3	0,2
Boissons	185,1	257,2	-2,7	-0,1	290,6	290,8	13,0	0,7
Autres produits des industries agro-alimentaires	175,2	185,5	6,3	0,2	194,7	198,2	5,0	0,2
Textiles	3,3	3,8	-6,3	0,0	3,7	3,9	-3,7	0,0
Autres produits des industries manufacturières	105,3	114,6	4,3	0,1	108,9	112,8	-5,0	-0,1
Electricité, gaz et eau	26,9	26,3	3,1	0,0	30,9	35,3	17,5	0,1
Bâtiments et travaux publics	157,1	179,7	2,0	0,1	185,1	201,9	3,0	0,1

Source : ISTEEDU, Comptes nationaux

### II.3. Secteur tertiaire

Le taux de croissance réel de la valeur ajoutée du secteur tertiaire a diminué passant de 4,0% en 2015 à 1,6% en 2016. On observe néanmoins un relèvement pour 2017, avec un taux de croissance de 6,4%. La diminution enregistrée entre 2015 et 2016 s'explique par la décroissance des branches transport et télécommunication. Le trafic en minutes est » passé de 1 103 834 273 minutes en 2015 à 962 691 541 minutes en 2016, soit une diminution de 12,8%<sup>4</sup>. La mise en consommation du carburant, qui lui aussi est un indicateur important du niveau de transport a diminué, le carburant consommé passant de 54 659 Milliers de litres en 2015 à 42 825 Milliers de litres en 2016, soit une diminution de 22%<sup>5</sup>.

Ce secteur est essentiellement soutenu par les services d'éducation (3,3%), des banques et assurances (3,4%) et d'Hébergement et restauration (0,9%).

<sup>4</sup> ARCT

<sup>5</sup> Les Bulletins mensuels de la BRB

Tableau 3 : Valeur ajoutée du secteur tertiaire à prix courants et constants de l'année précédente, en milliards de FBU

	2016				2017			
	Prix constant (2015)	Prix courant (en valeur)	Taux de croissance Réelle	Contribution à la croissance	Prix constant (2016)	Prix courant (en valeur)	Taux de croissance Réelle	Contribution à la croissance
Secteur tertiaire	1802,74	1814,26	1,6	0,7	1930,47	2066,92	6,4	2,4
Service des ventes	192,91	190,14	-4,3	-0,2	195,28	208,17	2,7	0,1
Service de réparation	9,06	10,87	41,8	0,1	11,62	12,42	6,9	0,0
Service des transports	48,81	49,38	7,4	0,1	51,85	54,95	5,0	0,1
Service de communication	141,04	143,96	-10,1	-0,3	156,52	165,78	8,7	0,3
Service des Banques et assurances	169,60	176,63	3,4	0,1	208,96	211,20	18,3	0,7
Service des hôtels et restaurants	553,98	551,54	0,9	0,1	568,09	662,15	3,0	0,3
Service de l'Administration publique	323,58	327,04	0,4	0,0	349,93	354,92	7,0	0,5
Service de l'éducation	278,87	282,12	3,3	0,2	301,87	306,80	7,0	0,4
Service de la santé	87,31	99,54	-4,6	-0,2	106,51	109,32	7,0	0,1
Autres services	114,26	120,24	2,1	0,1	132,86	138,82	10,5	0,3
SIFIM	-116,70	-137,20	-19,1	0,6	-153,02	-157,61	11,5	-0,3

Source : ISTEEDU, Comptes nationaux

#### II.4. Part du secteur informel dans le PIB

Tout comme les autres économies en voie de développement, l'économie burundaise comporte une part importante du secteur informel. L'analyse par secteur d'activité atteste que la part de l'informel varie en fonction du secteur d'activité. En effet, pour le secteur primaire, presque la totalité des activités relève de l'informel soit 97,3% en 2016.

Dans le secteur secondaire, l'analyse montre que l'informel est plus concentré dans les activités de l'industrie, notamment la transformation des produits vivriers (56,1%).

Dans le secteur tertiaire, l'informel représente 41,5% de la richesse nouvellement créée. Les activités informelles tertiaires sont plus concentrées dans les services d'Hébergement et Restaurant suivi par le commerce, soit respectivement 96,1% et 49,2%.



Tableau 4 : Part réel de l'informel dans l'économie par secteur d'activité (en %)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	97,8	94,8	96,8	98,1	97,6	95,9	94,7	96,7	94,9	95,5	97,3
Agriculture vivrière	98	98,1	98,2	99,1	99,1	99,1	97,8	98,4	97,2	98,8	98,9
Autres branches	96,8	77	88,6	92,4	92,6	81,7	81,7	84,1	80,7	78,2	87,2
Secteur secondaire	66,9	69,5	68,4	54	53,7	42,7	41,3	44,5	46,8	49,9	56,1
Industries	66,3	70,4	70,7	64,4	62,2	45,8	41,9	47,2	49,9	49,8	57,6
Autres branches	68,3	67,7	63,6	34,6	35,4	36,5	40	39,3	38,8	50,3	52,4
Secteur tertiaire	67,2	58	50,7	47,1	48,1	45,4	42	42	37,8	35,5	41,5
Commerce	85,9	90,7	84,7	83,3	81,9	81,7	69,2	77,4	76,7	76,8	80,7
Transports et communication	78,4	73,7	45,9	39,1	28,4	14,9	14,8	11,5	13,3	14,7	19,6
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	97,4	98,8	96,8	96,4	96,6	96,5	94,7	95,2	95,7	95,2	96,1
Autres branches	8,7	4,9	3,8	3,2	3,2	2,8	2,3	2,1	1,9	1,6	1,8
Dans le total VA	80,5	74,2	70,6	68,5	68,8	65,2	62,9	64,8	62,1	60,6	65,8
Dans le PIB réel	73,7	68,3	64,8	62,7	61,9	58,5	56,6	58,3	55,7	54,8	59,1

Source : ISTEERU, Comptes nationaux

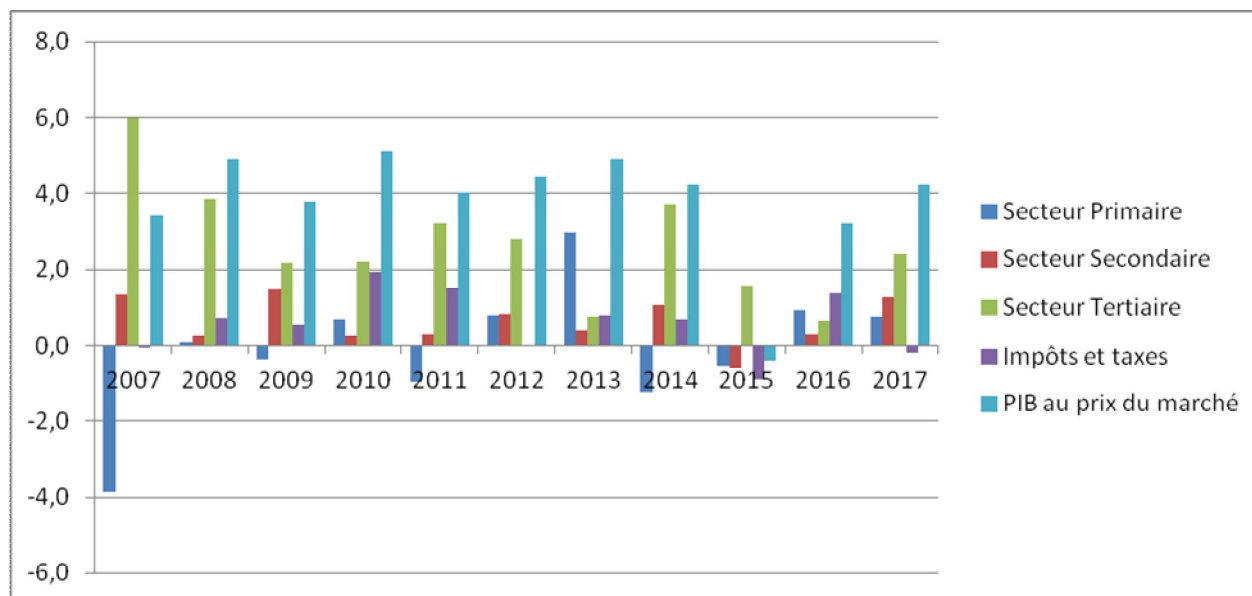
## II.5. Contribution à la croissance du PIB des différents secteurs d'activités.

En 2016, la croissance réelle du PIB est de 3,2%. Elle est tirée principalement par le secteur primaire dont la contribution est de 0,9 points. C'est le résultat conjugué du poids important du secteur primaire dans l'économie (35,1%) et du taux de croissance enregistré par ce secteur primaire en 2016 (2,7%).

Par contre, pour le secteur tertiaire la contribution a sensiblement chuté passant de 1,6 points en 2015 à 0,7 points en 2016 à cause du ralentissement de la plupart des branches qui le composent.

Pour l'année 2017 et cela de façon provisoire, la croissance réelle du PIB est estimée à 4,2%, ce qui constitue une augmentation de 1% par rapport à 2016. La plus grande contribution au PIB au cours de cette année est celle du secteur tertiaire qui est de 2,4 points, suivie par le secteur secondaire avec une contribution de 1,3 points. Le secteur primaire n'est pas en reste avec une contribution de 0,8 points, donc cette contribution enregistre une perte de 0,1 point par rapport à 2016. Mais toujours ce secteur demeure le plus important dans l'économie avec un poids de 34,84% en 2017 avec un taux de croissance pour ce secteur de 2,1%. Pour ce qui est du secteur tertiaire, la contribution a assez augmenté par rapport à 2016, allant jusqu'à 2,4 points par rapport à 0,7 points de 2016, grâce à une amélioration des différentes branches qui la constituent.

Graphique 2 : Contribution à la croissance du PIB des différents secteurs d'activités.



Source : ISTEERU, Comptes nationaux

### III. Produit Intérieur Brut (PIB) – Optique Demande

#### III.0. Introduction

En 2016, le Burundi a enregistré une accélération de la croissance de l'ordre de 3,2%. Du côté de la demande, cette croissance est imputable à la Consommation finale. Elle résulte également d'une croissance considérable dans le domaine des investissements. Les exportations nettes quant à elles continuent à décroître.

En effet, la croissance des dépenses de consommation finale a subi une augmentation, se situant à 0,2% en 2016 contre -3,0% réalisé en 2015, ce qui a entraîné un effet positif de sa contribution dans la croissance du PIB qui passe de -3,4 points en 2015 à 0,3 points en 2016.

Les investissements dont la contribution était de -0,3 points en 2015, ont enregistré une contribution positive de 1,3 points en 2016.

Pour la demande extérieure, la balance commerciale, quoi qu'en légère amélioration, reste déficitaire se situant à 899,3 milliards de Fbu en 2016 contre un déficit de 996,3 milliards Fbu en 2015. Ainsi, l'incidence de la balance commerciale sur la croissance du PIB continue à être négative.

De façon provisoire pour ce qui est de l'année 2017, comme on l'avait déjà énoncé un peu plus haut, l'économie a connu une croissance de 4,2%. Du côté de la

demande, le constat est qu'il y a eu une forte croissance du côté de la consommation finale (5,5%) et des investissements (5%).

Tableau 5 : Les emplois du PIB à prix courants et à prix constants de l'année précédente, en milliards de FBU

	2016			2017		
	Prix constant	Prix courant	Taux de croissance Réelle	Prix constant	Prix courant	Taux de croissance Réelle
(1) Consommation finale	4826,1	5041,7	0,2	5320,1	5777,3	5,5
Dont : Ménages	3703,4	3880,8	-1,8	4066,4	4468,4	4,8
<i>Administrations Publiques</i>	844,7	882,9	3,7	953,5	995,4	8,0
<i>ISBLs</i>	278,0	278,0	22,5	300,2	313,4	8,0
(2) Investissement (21)+(22)	657,3	705,8	9,6	740,8	855,1	5,0
(21) Formation brute de capitale fixe	571,8	650,2	5,2	671,4	776,9	3,3
Dont : Privée	430,1	541,7	3,7	561,2	651,5	3,6
<i>Publique</i>	141,7	108,5	9,8	110,2	125,4	1,6
(22) variation des stocks	85,5	55,6	52,7	69,4	78,2	24,7
(3) Exportation nette (31)-(32)	-924,1	-899,3	-7,2	-1008,5	-1070,0	12,1
(31) Exportations	297,8	325,4	7,0	386,3	408,3	18,7
(32) Importations	1221,9	1224,7	-4,1	1394,8	1478,3	13,9
PIB=1+2+3	4559,2	4848,2	3,2	5052,5	5562,4	4,2

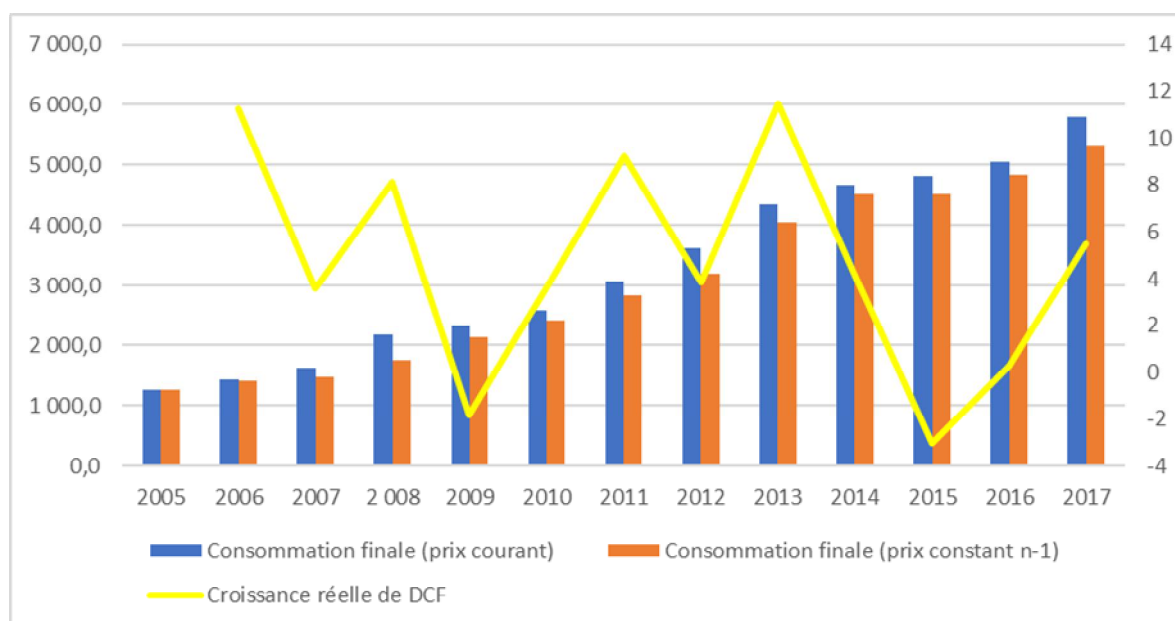
Source : ISTEERU, Comptes nationaux

### III.1. Demande Intérieure

#### III.1.1. Consommation Finale

##### III.1.1.a. Variation de la consommation finale

Graphique 3 : Evolution de la dépense et du taux de croissance de consommation finale (en Mrds de Fbu et %)



Source : ISTEEDU, Comptes nationaux

Pour l'exercice sous analyse, le taux de croissance de la consommation finale est de 0,2% alors qu'il était de -3,0% en 2015. C'est une croissance positive comparativement à celle de 2015, en raison notamment de la performance enregistrée par le secteur primaire. L'année 2017 quant à elle a enregistré provisoirement un taux de croissance de 5,5%, ce qui est une augmentation très importante pour ce qui est de la consommation finale.

Du côté ménage, même si les dépenses de consommation finales ont enregistré une décroissance, elle n'a pas le même élan qu'en 2015 (-1,8% en 2016 contre -3,5% en 2015) en raison notamment de la meilleure production agricole enregistrée en 2016. Mais l'année 2017 enregistre une bien grande croissance de ce côté puisque son taux de croissance arrive à 4,8%.

Pour les APU, la consommation finale s'est améliorée passant de 8,2% en 2015 à 22,5% en 2016 pour les ISBLs et de -3,7% à 3,7% pour les APU. Cette consommation finale est passée à 8%, que ce soit pour les ISBLs ou pour les administrations publiques.

La contribution de la consommation finale à la croissance du PIB est évaluée à 0,3 points contre -3,4 points en 2015 et provisoirement en 2017 à 5,7 points.

### III.1.1.b. Structure de la consommation finale des ménages

La structure des dépenses de consommation finale des ménages par produit révèle que les ménages ne changent pas leurs habitudes de consommation. En effet, depuis 2006, les chiffres montrent que la structure des dépenses de consommation finale n'a pas beaucoup changé. Pour 2016, les dépenses de consommation finale des burundais sont composées essentiellement de produits vivriers tels que les tubercules et les bananes légumes qui occupent 20,7% de la consommation totale des ménages en produits alimentaires.

Les burundais consomment également les farines et autres produits à base de céréales (19,4%). Les légumineuses ont également une part importante dans leur consommation finale soit 12,7%. Il faut également noter que la part de boissons alcoolisées, que ce soit boissons locales ou industrielles est non négligeables ; ils enregistrent 25,0%.

Tableau 6 : Structure des dépenses de consommation finale des ménages en produits alimentaires (en %)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Produits vivriers											
Tubercules et bananes légumes	29,8	26,2	27,3	26	26,2	26,7	19,1	26,1	24,5	21,7	20,7
Légumineuses	11,1	12,2	13,1	13,7	11,3	14,6	14	12	12,5	11,8	12,7
Autres	7,1	8,7	8,6	8,4	8,3	9,1	8,1	7,6	6,6	7	6,7
Thé	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,5
Produits de l'élevage	0,9	1,5	1,3	2,2	4,2	2,7	5,8	3	2,1	3,2	1
Produits de la pêche	2,9	1,6	2,6	2,2	2,5	2,2	2,4	1,8	2,1	2,4	2,7
Produits des industries alimentaires											
Boissons alcoolisées	24,4	26,9	23,2	22,9	22,2	21,9	20,6	21,3	25	25	23,9
Farines et autres produits à base de céréales	12,4	12,1	12,6	14,8	13,8	12,6	17,2	19,4	16,6	17,3	19,4
Viandes, produits à base de viande, poissons séchés, fumés	3,9	3,2	4,5	4,5	4,6	3,7	4	2,8	3,8	5,9	6,2
Produits à base de fruits et légumes, à base du lait et autres boissons non alcoolisées	2,3	2,7	2,4	1,7	2,2	2,3	2,1	1,7	1,8	1,5	1,5
Autres produits agroalimentaires	5	4,7	4,2	3,5	4,7	4,2	6,5	4,3	4,8	4,2	4,6
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : *ISTEEBU, Comptes nationaux*

### III.1.2. Formation Brute de Capital Fixe

Par rapport à 2015, la formation brute de capital fixe (FBCF) a affiché une augmentation à la hausse. En termes réels, elle est passée de 530,8 milliards de FBU en 2015 à 571,8 en 2016, soit un taux de croissance réel de 5,2%.

En analysant par composantes de l'investissement, il ressort que cette croissance résulte à la fois de la croissance des investissements publics (9,8%) et privés (3,7%).

Pour ce qui est de l'année 2017, la formation brute de capital fixe a connu une hausse de son taux de croissance de 3,3% quoi qu'elle ait diminué par rapport à 2016 (5,20%), mais sinon en termes réels, elle a augmenté passant de 571,8 milliards de Fbu à 671,43 milliards.

Tableau 7: Répartition de l'investissement en valeur et volume de l'année précédente par secteur pour 2015 et 2016 (en milliards de Fbu)

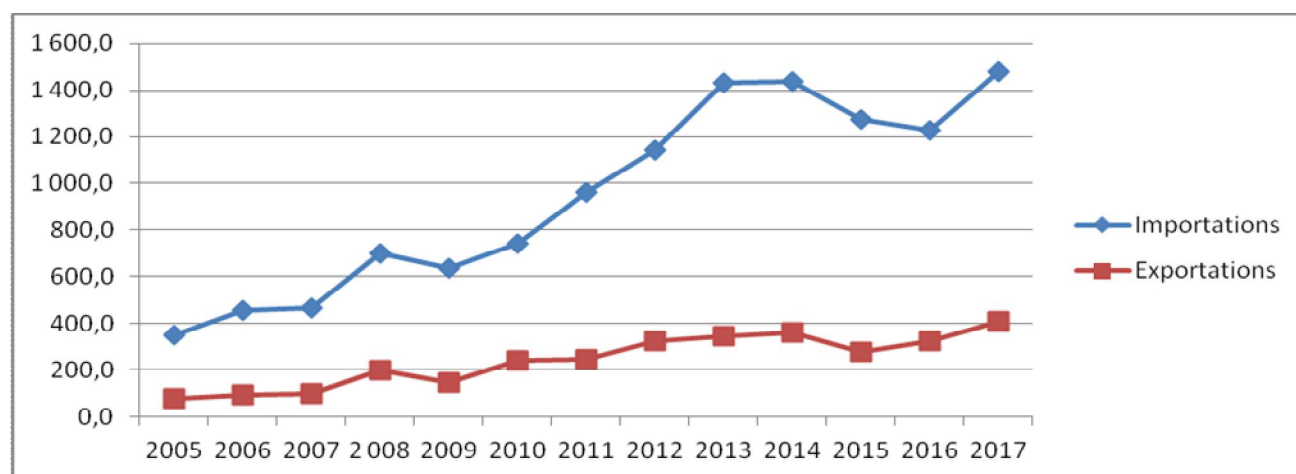
	2016			2017		
	Prix constant	Prix courant	Taux de croissance Réelle	Prix constant	Prix courant	Taux de croissance Réelle
Investissement	657,30	705,80	9,60	740,82	855,10	5,00
Formation brute de capitale fixe	571,80	650,20	5,20	671,43	776,87	3,30
Dont : Privée	430,10	541,66	3,70	561,20	651,49	3,60
Publique y compris ISBLSM	141,70	108,50	9,80	110,24	125,38	1,60
Variation de stocks	85,50	55,65	52,70	69,38	78,23	24,70

Source : ISTEERU, Comptes nationaux

### III.2. Echanges Extérieurs

Le solde commercial, quoi que toujours déficitaire, s'est légèrement amélioré et s'est situé à -899,3 Mrds en 2016 contre -996,3 Mrds en 2015, en raison de la stagnation des niveaux d'importations et une augmentation des exportations. Cependant, l'année 2017 connaît une situation plus déficitaire que les deux dernières années puisqu'elle enregistre un déficit de 1070,0 milliards de Fbu.

Graphique 3 : Importations et exportations à prix courant depuis 2005 à 2017 (en milliards de FBU)



Source : ISTEERU, Comptes nationaux

### III.2.1. Exportations

Par rapport à 2015 et en termes courants, les exportations des biens et services ont connu une hausse, passant de 278,4 Milliards de Fbu en 2015 à 325,4 Milliards de Fbu en 2016. En 2017, ces exportations ont connu encore une hausse de 408,3 milliards de Fbu.

### III.2.2. Importations

La valeur des importations évaluées au prix CAF observe une diminution de 4% entre 2015 et 2016, se situant à 1224,7 Milliards de Fbu en 2016 contre 1274,7 Milliards de Fbu en 2015. Une hausse s'observe pour l'année 2017 de façon provisoire avec une valeur de 1478,3 milliards de Fbu.

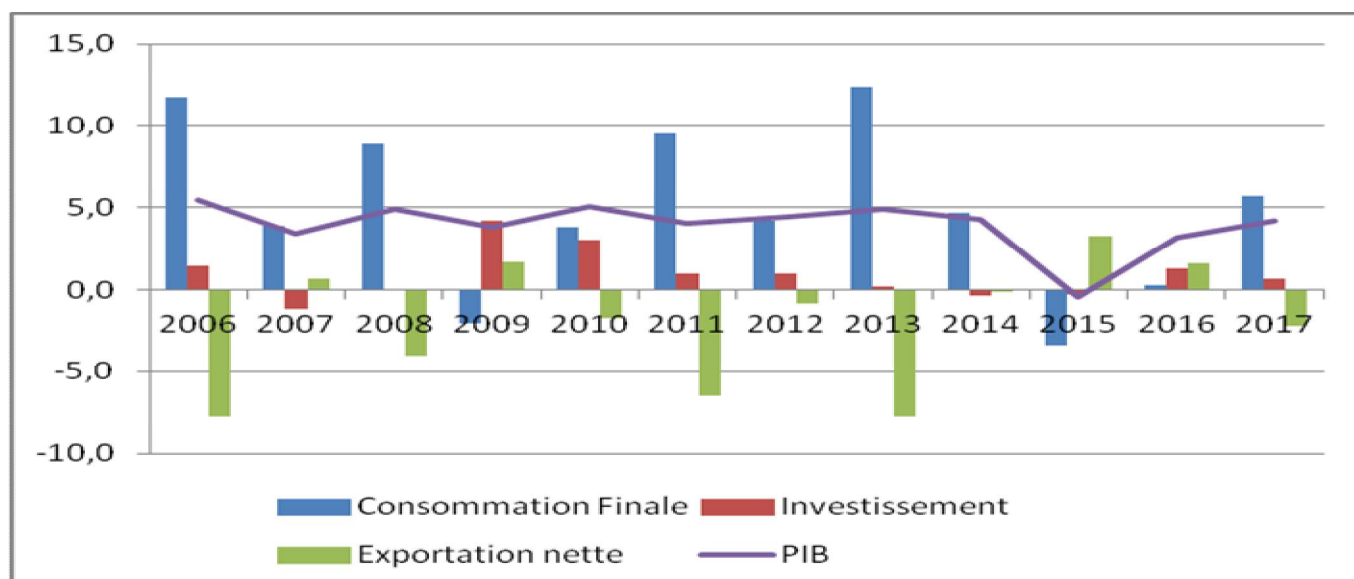
### III.3. Contribution des Emplois du PIB à la croissance réelle

En 2016, ce sont les dépenses en consommation finale qui sont le moteur de la croissance du PIB. En effet, la consommation finale a contribué à la croissance du PIB à raison de 0,3 points. Cette contribution est principalement imputable à une augmentation des dépenses en Consommation finale des Administrations publiques.

Les investissements ont contribué positivement à la croissance du PIB soit 1,3% en 2016 contre 0,3% pour 2015.

Pour ce qui est de l'année 2017, c'est le même schéma. En effet, la meilleure contribution au PIB provient des dépenses de consommation finale. Cette dernière a contribué de 5,7 points dans le PIB globale de 2017. Les investissements ont également contribué légèrement de 0,7 points mais les exportations nettes restent en situation négative (contribution négative au PIB de 2,2 points).

Graphique 4 : Contribution à la croissance des différents emplois du PIB





## CONCLUSION

En 2016, la croissance de la richesse nouvellement créée par l'économie burundaise a observé une accélération, passant de -0,41% en 2015 à 3,2% en 2016, en raison notamment des performances du secteur primaire et secondaire. En 2017, la croissance du PIB est de 4,2 points grâce aux performances conjuguées du secteur primaire, tertiaire mais aussi secondaire en partie.

## Annexe I : Les tableaux statistiques

### I. PIB - Optique Production

Tableau 1 : Produit Intérieur Brut selon l'optique production (en milliards de Fbu)

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	A prix courants												
(1) Production	1925,5	2141,6	2165,5	2927,7	3243,6	3903,0	4365,1	5572,9	6624,9	7224,4	7566,9	8004,2	9396,1
dont Informelle	1407,3	1514,1	1462,3	2002,9	2184,5	2485,5	2770,8	3638,4	4583,0	4861,5	5151,5	5337,8	0,0
(2) Consommations intermédiaires	816,4	941,0	815,5	1174,4	1246,1	1632,8	1841,4	2543,0	3194,6	3475,2	3554,1	3646,5	4335,8
dont Informelle	516,6	543,6	469,6	684,3	773,4	892,0	1116,6	1676,7	2311,1	2500,0	2514,9	2506,1	0,0
(3) Valeur Ajoutée (1) - (2)	1109,1	1200,6	1350,0	1753,3	1997,5	2270,1	2523,7	3030,0	3430,3	3749,2	4012,8	4357,7	5060,3
dont Informelle	890,7	970,5	992,6	1318,6	1411,1	1593,5	1654,2	1961,7	2271,9	2361,6	2636,6	2831,7	0,0
(4) Impôts et taxes	99,1	109,3	117,2	157,8	186,7	230,9	295,8	327,3	382,2	435,9	405,1	490,5	502,0
PIB (3) + (4)	1208,2	1309,9	1467,2	1911,1	2184,2	2501,0	2819,5	3357,3	3812,5	4185,1	4417,9	4848,2	5562,35
	A prix constants de l'année précédente												
(1) Production	1925,5	2053,4	2024,7	2393,1	2954,2	3642,6	4058,6	5025,2	6213,8	6945,0	7120,5	7641,7	8483,6
dont Informelle	1407,3	1450,0	1366,1	1565,0	1945,8	2288,7	2553,3	3175,3	4236,7	4663,0	4630,6	5064,8	0,0
(2) Consommations intermédiaires	816,4	886,8	778,8	981,8	1138,9	1575,8	1725,2	2376,1	3045,6	3379,1	3351,5	3545,5	3911,6
dont Informelle	516,6	511,2	441,2	568,1	702,4	867,4	1031,5	1508,4	2184,6	2449,7	2346,0	2434,7	0,0
(3) Valeur Ajoutée (1) - (2)	1109,1	1166,6	1245,9	1411,3	1815,3	2066,8	2333,4	2649,1	3168,2	3565,9	3769,0	4096,2	4572,0
dont Informelle	890,7	938,8	925,0	996,9	1243,4	1421,3	1521,8	1666,9	2052,1	2213,4	2284,6	2630,2	0,0
(4) Impôts et taxes	99,1	107,1	108,8	127,9	168,2	228,6	268,6	295,1	353,6	408,1	399,0	463,1	480,5
PIB (3) + (4)	1208,2	1273,7	1354,7	1539,1	1983,5	2295,4	2602,0	2944,2	3521,8	3974,0	4168,0	4559,2	5052,5

Source : Source : ISTEEDU, Comptes nationaux,

Tableau 2 : VA par secteur d'activité à prix courants (en milliards de FBU)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur Primaire	493,55	532,31	512,57	726,33	804,94	961,17	1034,89	1192,19	1462,75	1463,01	1557,20	1723,80	2073,63
Produit de l'agriculture vivrière	429,89	427,47	434,72	609,05	673,11	732,92	844,62	948,60	1287,00	1249,97	1347,99	1464,95	1 730,59
Produit de l'agriculture d'exportation	16,99	51,72	23,83	50,77	29,09	103,46	59,08	101,29	72,86	94,36	82,98	80,45	95,34
Produit de l'élevage	34,06	38,13	40,01	45,23	81,95	91,89	93,56	94,74	49,96	59,32	57,20	101,50	154,58
Autres produits des activités du primaire	12,61	14,99	14,01	21,28	20,79	32,90	37,63	47,56	52,92	59,36	69,03	76,90	93,13
<b>Secteur Secondaire</b>	204,59	200,62	251,72	294,61	370,79	384,82	417,56	530,15	594,17	648,63	681,15	819,66	919,84
Extraction	10,36	10,43	10,12	11,85	12,33	12,15	10,42	13,28	15,47	14,28	18,34	18,40	26,96
Abattage, transformation et conserve de viande	11,69	9,66	14,25	13,61	8,07	17,92	4,89	5,65	6,30	10,77	23,19	34,20	49,90
Boissons	56,37	47,76	70,10	79,90	109,93	115,16	158,84	162,71	183,04	200,17	190,23	257,19	290,84
Autres produits des industries agro-alimentaires	31,96	29,59	36,14	68,19	85,92	74,06	70,07	116,68	145,24	146,86	164,79	185,46	198,16
Textiles	3,04	5,15	3,05	1,54	1,28	1,62	0,55	0,65	1,70	0,73	3,57	3,83	3,94
Autres produits des industries manufacturières	40,56	43,61	47,38	41,94	42,85	47,42	48,43	68,09	73,46	101,90	100,96	114,60	112,79
Electricité, gaz et eau	10,47	8,51	12,43	16,64	16,05	11,76	14,70	25,10	27,43	30,22	26,10	26,26	35,34
Bâtiments et travaux publics	40,15	45,92	58,25	60,93	94,36	104,72	109,67	138,00	141,53	143,69	153,97	179,73	201,92
<b>Secteur Tertiaire</b>	410,98	467,66	585,70	732,38	821,74	924,17	1071,26	1307,62	1373,40	1637,55	1774,47	1814,26	2066,92
Service des ventes	82,79	93,16	101,06	116,70	124,06	144,10	156,84	192,14	180,71	207,20	201,48	190,14	208,17
Service de réparation	0,61	1,49	0,04	1,09	0,72	1,27	1,36	4,77	6,71	6,45	6,39	10,87	12,42
Service des transports	30,76	35,77	46,07	36,15	38,20	36,07	25,88	25,51	26,52	32,82	45,46	49,38	54,95
Service de communication	4,77	5,05	24,29	26,02	53,20	52,34	64,35	81,66	81,40	130,99	156,97	143,96	165,78
Service des Banques et assurances	22,26	26,55	49,48	56,08	65,28	93,01	108,27	119,03	120,53	144,82	163,99	176,63	211,20
Service des hôtels et restaurants	190,60	203,65	189,13	279,27	283,69	309,17	354,78	418,42	426,32	487,46	548,85	551,54	662,15
Service de l'Administration publique	59,81	62,96	103,15	127,72	150,07	142,74	159,27	203,70	234,59	287,19	322,25	327,04	354,92
Service de l'éducation	32,43	44,73	55,01	78,34	85,09	140,97	184,67	219,69	227,94	253,57	269,92	282,12	306,80
Service de la santé	8,14	10,29	17,68	17,05	25,48	38,39	66,97	98,39	106,44	121,53	91,51	99,54	109,32
Autres services	16,76	19,51	46,30	49,57	53,60	57,23	54,87	49,66	67,58	99,22	111,88	120,24	138,82
SIFIM	-37,95	-35,48	-46,50	-55,61	-57,65	-91,11	-106,00	-105,33	-105,33	-133,71	-144,23	-137,20	-157,61
PIB au coût des facteurs	1109,12	1200,59	1349,99	1753,31	1997,47	2270,15	2523,71	3029,96	3430,31	3749,18	4012,81	4357,72	5060,39
Impôts et taxes	99,13	109,31	117,24	157,83	186,71	230,90	295,81	327,33	382,19	435,89	405,06	490,5	502,0
PIB au prix du marché	1208,24	1309,90	1467,23	1911,14	2184,18	2501,05	2819,52	3357,29	3812,50	4185,07	4417,87	4848,20	5562,39

Source : ISTEEDU, Comptes nationaux,

Tableau 3 : VA à prix courants par secteur d'activité (en % du PIB)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur Primaire	40,85	40,64	34,93	38,00	36,85	38,43	36,70	35,51	38,37	34,96	35,25	35,56	37,28
Produit de l'agriculture vivrière	35,58	32,63	29,63	31,87	30,82	29,30	29,96	28,25	33,76	29,87	30,51	30,22	31,11
Produit de l'agriculture d'exportation	1,41	3,95	1,62	2,66	1,33	4,14	2,10	3,02	1,91	2,25	1,88	1,66	1,71
Produit de l'élevage	2,82	2,91	2,73	2,37	3,75	3,67	3,32	2,82	1,31	1,42	1,29	2,09	2,78
Autres produits des activités du primaire	1,04	1,14	0,95	1,11	0,95	1,32	1,33	1,42	1,39	1,42	1,56	1,59	1,67
<b>Secteur Secondaire</b>	16,93	15,32	17,16	15,42	16,98	15,39	14,81	15,79	15,58	15,50	15,42	16,91	16,54
Extraction	0,86	0,80	0,69	0,62	0,56	0,49	0,37	0,40	0,41	0,34	0,42	0,38	0,48
Abattage, transformation et conserve de viande	0,97	0,74	0,97	0,71	0,37	0,72	0,17	0,17	0,17	0,26	0,52	0,71	0,90
Boissons	4,67	3,65	4,78	4,18	5,03	4,60	5,63	4,85	4,80	4,78	4,31	5,30	5,23
Autres produits des industries agro-alimentaires	2,64	2,26	2,46	3,57	3,93	2,96	2,49	3,48	3,81	3,51	3,73	3,83	3,56
Textiles	0,25	0,39	0,21	0,08	0,06	0,06	0,02	0,02	0,04	0,02	0,08	0,08	0,07
Autres produits des industries manufacturières	3,36	3,33	3,23	2,19	1,96	1,90	1,72	2,03	1,93	2,43	2,29	2,36	2,03
Electricité, gaz et eau	0,87	0,65	0,85	0,87	0,73	0,47	0,52	0,75	0,72	0,72	0,59	0,54	0,64
Bâtiments et travaux publics	3,32	3,51	3,97	3,19	4,32	4,19	3,89	4,11	3,71	3,43	3,49	3,71	3,63
<b>Secteur Tertiaire</b>	34,01	35,70	39,92	38,32	37,62	36,95	37,99	38,95	36,02	39,13	40,17	37,42	37,16
Service des ventes	6,85	7,11	6,89	6,11	5,68	5,76	5,56	5,72	4,74	4,95	4,56	3,92	3,74
Service de réparation	0,05	0,11	0,00	0,06	0,03	0,05	0,05	0,14	0,18	0,15	0,14	0,22	0,22
Service des transports	2,55	2,73	3,14	1,89	1,75	1,44	0,92	0,76	0,70	0,78	1,03	1,02	0,99
Service de communication	0,40	0,39	1,66	1,36	2,44	2,09	2,28	2,43	2,13	3,13	3,55	2,97	2,98
Service des Banques et assurances	1,84	2,03	3,37	2,93	2,99	3,72	3,84	3,55	3,16	3,46	3,71	3,64	3,80
Service des hôtels et restaurants	15,78	15,55	12,89	14,61	12,99	12,36	12,58	12,46	11,18	11,65	12,42	11,38	11,90
Service de l'Administration publique	4,95	4,81	7,03	6,68	6,87	5,71	5,65	6,07	6,15	6,86	7,29	6,75	6,38
Service de l'éducation	2,68	3,42	3,75	4,10	3,90	5,64	6,55	6,54	5,98	6,06	6,11	5,82	5,52
Service de la santé	0,67	0,79	1,21	0,89	1,17	1,53	2,38	2,93	2,79	2,90	2,07	2,05	1,97
Autres services	1,39	1,49	3,16	2,59	2,45	2,29	1,95	1,48	1,77	2,37	2,53	2,48	2,50
SIFIM	-3,14	-2,71	-3,17	-2,91	-2,64	-3,64	-3,76	-3,14	-2,76	-3,19	-3,26	-2,83	-2,83
PIB aux coûts des facteurs	91,80	91,66	92,01	91,74	91,45	90,77	89,51	90,25	89,98	89,58	90,83	89,88	90,98
Impôts et taxes	8,20	8,34	7,99	8,26	8,55	9,23	10,49	9,75	10,02	10,42	9,17	10,12	9,02
PIB au prix du marché	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : ISTEEBU, Comptes nationaux,

Tableau 4 : VA par secteur d'activité à prix constants de l'année précédente (en milliards de FBU)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur Primaire	493,55	509,29	481,56	513,53	719,42	820,30	936,68	1057,54	1292,66	1415,72	1441,49	1598,84	1760,39
Produit de l'agriculture vivrière	429,89	418,90	406,81	436,97	608,45	627,43	764,42	853,48	1141,91	1222,14	1213,46	1375,49	1465,43
Produit de l'agriculture d'exportation	16,99	40,93	24,35	36,26	23,17	74,04	47,75	72,91	57,70	80,65	109,11	66,83	86,10
Produit de l'élevage	34,06	35,33	37,21	27,98	68,84	87,95	92,22	94,49	49,05	55,31	59,63	78,26	124,18
Autres produits des activités du primaire	12,61	14,12	13,19	12,32	18,96	30,88	32,30	36,66	44,00	57,62	59,30	78,26	84,68
<b>Secteur Secondaire</b>	204,59	215,58	218,13	255,30	322,30	376,37	392,21	440,99	543,13	635,08	624,23	694,57	881,13
Extraction	10,36	10,20	9,81	7,24	13,92	12,21	13,89	11,28	14,79	13,88	13,44	18,18	25,42
Abattage, transformation et conserve de viande	11,69	11,96	13,48	13,28	4,13	10,52	10,91	8,19	3,70	2,99	25,10	23,52	41,84
Boissons	56,37	62,17	-49,68	63,31	100,46	111,47	131,27	156,33	163,71	258,28	179,72	185,12	290,62
Autres produits des industries agro-alimentaires	31,96	31,74	126,73	46,27	64,57	86,67	66,36	75,17	123,82	115,86	148,89	175,16	194,73
Textiles	3,04	3,94	4,74	3,53	1,17	1,49	1,66	0,55	1,26	-2,00	0,66	3,34	3,69
Autres produits des industries manufacturières	40,56	42,99	44,61	44,09	38,68	46,12	52,05	53,05	68,19	81,38	88,85	105,29	108,87
Electricité, gaz et eau	10,47	8,58	12,27	12,76	15,88	12,05	9,25	16,95	26,49	27,73	28,75	26,92	30,85
Bâtiments et travaux publics	40,15	44,00	56,18	64,83	83,50	95,85	106,82	119,48	141,18	136,97	138,82	157,05	185,12
<b>Secteur Tertiaire</b>	410,98	441,71	546,22	642,44	773,61	870,11	1004,51	1150,57	1332,41	1515,09	1703,32	1802,74	1930,47
Service des ventes	82,79	92,35	99,23	79,74	115,88	130,56	148,79	159,90	161,51	200,38	179,21	192,91	195,28
Service de réparation	0,61	0,33	0,54	1,10	0,43	0,84	1,00	4,80	6,34	6,15	5,11	9,06	11,62
Service des transports	30,76	34,14	49,74	25,60	42,33	30,83	22,47	26,19	21,30	29,64	35,26	48,81	51,85
Service de communication	4,77	4,69	13,03	21,66	43,13	56,12	67,23	76,53	82,06	134,17	142,58	141,04	156,52
Service des Banques et assurances	22,26	24,81	50,76	60,16	66,96	69,57	106,80	117,11	119,98	144,80	147,38	169,60	208,96
Service des hôtels et restaurants	190,60	180,02	171,63	231,79	231,01	284,40	319,33	361,44	425,69	395,13	444,94	553,98	568,09
Service de l'Administration publique	59,81	69,82	100,64	136,98	158,08	143,16	162,60	179,02	234,48	286,65	350,25	323,58	349,93
Service de l'éducation	32,43	44,53	53,75	69,64	91,68	145,96	174,51	214,57	220,80	241,79	271,01	278,87	301,87
Service de la santé	8,14	5,68	8,13	17,04	26,08	34,05	57,35	75,90	103,11	111,39	145,45	87,31	106,51
Autres services	16,76	20,83	45,80	54,32	55,66	53,95	50,41	34,42	62,47	98,69	114,70	114,26	132,86
SIFIM	-37,95	-35,48	-47,02	-55,61	-57,65	-79,33	-106,00	-99,29	-105,33	-133,71	-132,57	-116,70	-153,02
PIB aux coûts des facteurs	1109,12	1166,57	1245,90	1411,27	1815,34	2066,77	2333,40	2649,10	3168,20	3565,89	3769,04	4096,16	4571,99
Impôts et taxes	99,13	107,09	108,76	127,86	168,18	228,63	268,58	295,15	353,60	408,09	398,99	463,09	480,5
PIB au prix du marché	1208,24	1273,66	1354,65	1539,13	1983,52	2295,40	2601,98	2944,24	3521,80	3973,98	4168,03	4559,24	5052,49

Source : ISTEERU, Comptes nationaux,

Tableau 5 : VA par secteur d'activité à prix constants de l'année précédente (en % du PIB)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur Primaire	40,8	40,0	35,5	33,4	36,3	35,7	36,0	35,9	36,7	35,6	34,6	35,1	34,8
Produit de l'agriculture vivrière	35,6	32,9	30,0	28,4	30,7	27,3	29,4	29,0	32,4	30,8	29,1	30,2	29,0
Produit de l'agriculture d'exportation	1,4	3,2	1,8	2,4	1,2	3,2	1,8	2,5	1,6	2,0	2,6	1,5	1,7
Produit de l'élevage	2,8	2,8	2,7	1,8	3,5	3,8	3,5	3,2	1,4	1,4	1,4	1,7	2,5
Autres produits des activités du primaire	1,0	1,1	1,0	0,8	1,0	1,3	1,2	1,2	1,2	1,5	1,4	1,7	1,7
<b>Secteur Secondaire</b>	16,9	16,9	16,1	16,6	16,2	16,4	15,1	15,0	15,4	16,0	15,0	15,2	17,4
Extraction	0,9	0,8	0,7	0,5	0,7	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,5
Abattage, transformation et conserve de viande	1,0	0,9	1,0	0,9	0,2	0,5	0,4	0,3	0,1	0,1	0,6	0,5	0,8
Boissons	4,7	4,9	-3,7	4,1	5,1	4,9	5,0	5,3	4,6	6,5	4,3	4,1	5,8
Autres produits des industries agro-alimentaires	2,6	2,5	9,4	3,0	3,3	3,8	2,6	2,6	3,5	2,9	3,6	3,8	3,9
Textiles	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,1
Autres produits des industries manufacturières	3,4	3,4	3,3	2,9	1,9	2,0	2,0	1,8	1,9	2,0	2,1	2,3	2,2
Electricité, gaz et eau	0,9	0,7	0,9	0,8	0,8	0,5	0,4	0,6	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6
Bâtiments et travaux publics	3,3	3,5	4,1	4,2	4,2	4,2	4,1	4,1	4,0	3,4	3,3	3,4	3,7
<b>Secteur Tertiaire</b>	34,0	34,7	40,3	41,7	39,0	37,9	38,6	39,1	37,8	38,1	40,9	39,5	38,2
Service des ventes	6,9	7,3	7,3	5,2	5,8	5,7	5,7	5,4	4,6	5,0	4,3	4,2	3,9
Service de réparation	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2
Service des transports	2,5	2,7	3,7	1,7	2,1	1,3	0,9	0,9	0,6	0,7	0,8	1,1	1,0
Service de communication	0,4	0,4	1,0	1,4	2,2	2,4	2,6	2,6	2,3	3,4	3,4	3,1	3,1
Service des Banques et assurances	1,8	1,9	3,7	3,9	3,4	3,0	4,1	4,0	3,4	3,6	3,5	3,7	4,1
Service des hôtels et restaurants	15,8	14,1	12,7	15,1	11,6	12,4	12,3	12,3	12,1	9,9	10,7	12,2	11,2
Service de l'Administration publique	5,0	5,5	7,4	8,9	8,0	6,2	6,2	6,1	6,7	7,2	8,4	7,1	6,9
Service de l'éducation	2,7	3,5	4,0	4,5	4,6	6,4	6,7	7,3	6,3	6,1	6,5	6,1	6,0
Service de la santé	0,7	0,4	0,6	1,1	1,3	1,5	2,2	2,6	2,9	2,8	3,5	1,9	2,1
Autres services	1,4	1,6	3,4	3,5	2,8	2,4	1,9	1,2	1,8	2,5	2,8	2,5	2,6
SIFIM	-3,1	-2,8	-3,5	-3,6	-2,9	-3,5	-4,1	-3,4	-3,0	-3,4	-3,2	-2,6	-3,0
PIB au coût des facteurs	91,8	91,6	92,0	91,7	91,5	90,0	89,7	90,0	90,0	89,7	90,4	89,8	90,5
Impôts et taxes	8,2	8,4	8,0	8,3	8,5	10,0	10,3	10,0	10,0	10,3	9,6	10,2	9,5
PIB au prix du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : ISTEERU, Comptes nationaux,

Tableau 6 : Taux de croissance réel de la VA par secteur d'activité (%)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur Primaire		3,2	-9,5	0,2	-1,0	1,9	-2,5	2,2	8,4	-3,2	-1,5	2,7	2,1
Produit de l'agriculture vivrière		-2,6	-4,8	0,5	-0,1	-6,8	4,3	1,0	20,4	-5,0	-2,9	2,0	0,0
Produit de l'agriculture d'exportation		141,0	-52,9	52,2	-54,4	154,5	-53,8	23,4	-43,0	10,7	15,6	-19,5	7,0
Produit de l'élevage		3,7	-2,4	-30,1	52,2	7,3	0,4	1,0	-48,2	10,7	0,5	36,8	22,3
Autres produits des activités du primaire		12,0	-12,0	-12,1	-10,9	48,6	-1,8	-2,6	-7,5	8,9	-0,1	13,4	10,1
<b>Secteur Secondaire</b>		5,4	8,7	1,4	9,4	1,5	1,9	5,6	2,4	6,9	-3,8	2,0	7,5
Extraction		-1,5	-6,0	-28,5	17,4	-1,0	14,3	8,2	11,3	-10,3	-5,9	-0,9	38,1
Abattage, transformation et conserve de viande		2,3	39,6	-6,8	-69,6	30,3	-39,1	67,5	-34,5	-52,6	133,0	1,4	22,3
Boissons		10,3	-204,0	-9,7	25,7	1,4	14,0	-1,6	0,6	41,1	-10,2	-2,7	13,0
Autres produits des industries agro-alimentaires		-0,7	328,3	28,0	-5,3	0,9	-10,4	7,3	6,1	-20,2	1,4	6,3	5,0
Textiles		29,5	-8,0	15,6	-24,4	16,9	2,5	0,5	94,3	-217,3	-9,0	-6,3	-3,8
Autres produits des industries manufacturières		6,0	2,3	-6,9	-7,8	7,6	9,8	9,5	0,2	10,8	-12,8	4,3	-5,0
Electricité, gaz et eau		-18,1	44,2	2,7	-4,5	-25,0	-21,4	15,3	5,6	1,1	-4,9	3,1	17,5
Bâtiments et travaux publics		9,6	22,3	11,3	37,0	1,6	2,0	8,9	2,3	-3,2	-3,4	2,0	3,0
<b>Secteur Tertiaire</b>		7,5	16,8	9,7	5,6	5,9	8,7	7,4	1,9	10,3	4,0	1,6	6,4
Service des ventes		11,5	6,5	-21,1	-0,7	5,2	3,3	2,0	-15,9	10,9	-13,5	-4,3	2,7
Service de réparation		-46,5	-63,9	2592,7	-60,3	16,1	-20,8	252,0	33,0	-8,3	-20,9	41,8	6,9
Service des transports		11,0	39,0	-44,4	17,1	-19,3	-37,7	1,2	-16,5	11,8	7,4	7,4	5,0
Service de communication		-1,7	158,3	-10,8	65,8	5,5	28,4	18,9	0,5	64,8	8,9	-10,1	8,7
Service des Banques et assurances		11,5	91,2	21,6	19,4	6,6	14,8	8,2	0,8	20,1	1,8	3,4	18,3
Service des hôtels et restaurants		-5,6	-15,7	22,6	-17,3	0,2	3,3	1,9	1,7	-7,3	-8,7	0,9	3,0
Service de l'Administration publique		16,7	59,9	32,8	23,8	-4,6	13,9	12,4	15,1	22,2	22,0	0,4	7,0
Service de l'éducation		37,3	20,2	26,6	17,0	71,5	23,8	16,2	0,5	6,1	6,9	3,3	7,0
Service de la santé		-30,2	-21,0	-3,6	53,0	33,6	49,4	13,3	4,8	4,7	19,7	-4,6	7,0
Autres services		24,3	134,7	17,3	12,3	0,7	-11,9	-37,3	25,8	46,0	15,6	2,1	10,5
SIFIM		-6,5	32,5	19,6	3,7	37,6	16,3	-6,3	0,0	26,9	-0,9	-19,1	11,5
PIB aux coûts des facteurs		5,2	3,8	4,5	3,5	3,5	2,8	5,0	4,6	4,0	0,5	2,1	4,9
Impôts et taxes		8,0	-0,5	9,1	6,6	22,5	16,3	-0,2	8,0	6,8	-8,5	14,3	-2,0
PIB au prix du marché		5,4	3,4	4,9	3,8	5,1	4,0	4,4	4,9	4,2	-0,4	3,2	4,2

Source : ISTEEDU, Comptes nationaux,



Tableau 7 : Contribution des secteurs d'activité à la croissance réelle du PIB

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur Primaire		1,3	-3,9	0,1	-0,4	0,7	-1,0	0,8	3,0	-1,2	-0,5	0,9	0,8
Produit de l'agriculture vivrière		-0,9	-1,6	0,2	0,0	-2,1	1,3	0,3	5,8	-1,7	-0,9	0,6	0,0
Produit de l'agriculture d'exportation		2,0	-2,1	0,8	-1,4	2,1	-2,2	0,5	-1,3	0,2	0,4	-0,5	0,1
Produit de l'élevage		0,1	-0,1	-0,8	1,2	0,3	0,0	0,0	-1,4	0,1	0,0	0,5	0,5
Autres produits des activités du primaire		0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,5	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,2	0,2
<b>Secteur Secondaire</b>		0,9	1,3	0,2	1,4	0,3	0,3	0,8	0,4	1,1	-0,6	0,3	1,3
Extraction		0,0	0,0	-0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Abattage, transformation et conserve de viande		0,0	0,3	-0,1	-0,5	0,1	-0,3	0,1	-0,1	-0,1	0,3	0,0	0,2
Boissons		0,5	-7,4	-0,5	1,1	0,1	0,6	-0,1	0,0	2,0	-0,5	-0,1	0,7
Autres produits des industries agro-alimentaires		0,0	7,4	0,7	-0,2	0,0	-0,3	0,2	0,2	-0,8	0,0	0,2	0,2
Textiles		0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
Autres produits des industries manufacturières		0,2	0,1	-0,2	-0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,2	-0,3	0,1	-0,1
Electricité, gaz et eau		-0,2	0,3	0,0	0,0	-0,2	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Bâtiments et travaux publics		0,3	0,8	0,4	1,2	0,1	0,1	0,3	0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,1
<b>Secteur Tertiaire</b>		2,5	6,0	3,9	2,2	2,2	3,2	2,8	0,7	3,7	1,6	0,7	2,4
Service des ventes		0,8	0,5	-1,5	0,0	0,3	0,2	0,1	-0,9	0,5	-0,7	-0,2	0,1
Service de réparation		0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Service des transports		0,3	1,1	-1,4	0,3	-0,3	-0,5	0,0	-0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Service de communication		0,0	0,6	-0,2	0,9	0,1	0,6	0,4	0,0	1,4	0,3	-0,3	0,3
Service des Banques et assurances		0,2	1,8	0,7	0,6	0,2	0,6	0,3	0,0	0,6	0,1	0,1	0,7
Service des hôtels et restaurants		-0,9	-2,4	2,9	-2,5	0,0	0,4	0,2	0,2	-0,8	-1,0	0,1	0,3
Service de l'Administration publique		0,8	2,9	2,3	1,6	-0,3	0,8	0,7	0,9	1,4	1,5	0,0	0,5
Service de l'éducation		1,0	0,7	1,0	0,7	2,8	1,3	1,1	0,0	0,4	0,4	0,2	0,4
Service de la santé		-0,2	-0,2	0,0	0,5	0,4	0,8	0,3	0,1	0,1	0,6	-0,2	0,1
Autres services		0,3	2,0	0,5	0,3	0,0	-0,3	-0,7	0,4	0,8	0,4	0,1	0,3
SIFIM		0,2	-0,9	-0,6	-0,1	-1,0	-0,6	0,2	0,0	-0,7	0,0	0,6	-0,3
PIB aux coûts des facteurs		4,8	3,5	4,2	3,2	3,2	2,5	4,4	4,1	3,6	0,5	1,9	4,4
Impôts et taxes		0,7	0,0	0,7	0,5	1,9	1,5	0,0	0,8	0,7	-0,9	1,4	-0,2
PIB au prix du marché		5,4	3,4	4,9	3,8	5,1	4,0	4,4	4,9	4,2	-0,4	3,2	4,2

Source : ISTEERU, Comptes nationaux, base2005

## II. PIB - Optique Demande

Tableau 8 : Emplois du PIB (en milliards de Fbu)

Libelles	2005	2006	2007	2 008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	A prix courants												
(1) Consommation finale	1 261,4	1 430,6	1 612,8	2 172,0	2 331,9	2 586,5	3 076,5	3 622,9	4 338,8	4 662,1	4 814,4	5 041,7	5 777,3
Dont : Ménage	1 091,0	1 231,2	1 333,3	1 786,5	1 907,0	2 038,0	2 430,1	2 840,2	3 396,4	3 578,1	3 772,9	3 880,8	4 468,4
Administration Publique	156,9	178,4	223,2	317,1	349,3	445,9	521,1	644,4	798,3	874,2	814,5	882,9	995,4
ISBLs	13,4	21,0	56,3	68,4	75,5	102,6	125,2	138,3	144,1	209,8	226,9	278,0	313,4
(2) Investissement (21) +(22)	220,7	243,0	224,1	239,2	343,8	415,9	460,5	548,3	558,7	597,0	599,8	705,8	855,1
(21) Formation brute de capitale fixe	221,8	225,5	217,6	237,5	331,2	398,3	435,1	498,7	512,3	604,9	543,8	650,2	776,9
Dont : Privée	198,5	158,5	137,1	130,3	174,0	201,7	228,0	299,3	313,3	399,2	414,7	541,7	651,5
Publique	23,4	67,0	80,5	107,2	157,2	196,6	207,1	199,4	199,0	205,7	129,1	108,5	125,4
(22) variation des stocks	-1,1	17,5	6,5	1,7	12,5	17,7	25,4	49,6	46,4	-7,9	56,0	55,6	78,2
(3) Exportation nette (31)-(32)	-273,9	-363,7	-369,7	-500,0	-491,5	-501,4	-717,5	-813,9	-1 085,1	-1 074,1	-996,3	-899,3	-1 070,0
(31) Exportations	75,5	96,1	99,5	201,3	145,2	242,8	246,8	326,0	345,4	362,4	278,4	325,4	408,3
(32) Importations	349,3	459,7	469,2	701,4	636,7	744,2	964,3	1 140,0	1 430,5	1 436,5	1 274,7	1 224,7	1 478,3
PIB=1+2+3	1 208,2	1 309,9	1 467,2	1 911,1	2 184,2	2 501,0	2 819,5	3 357,3	3 812,5	4 185,1	4 417,9	4 848,2	5 562,4
	A prix constants de l'année précédente												
(1) Consommation finale	1 261,4	1 402,9	1 481,9	1 743,7	2 132,1	2 415,4	2 825,0	3 195,7	4 037,7	4 518,0	4 520,9	4 826,1	5 320,1
Dont : Ménages	1 091,0	1 206,8	1 221,6	1 369,1	1 703,8	1 872,0	2 199,1	2 479,5	3 123,6	3 508,1	3 452,5	3 703,4	4 066,4
Administrations Publiques	156,9	175,1	207,1	306,1	352,7	445,6	507,9	598,0	770,0	800,1	841,5	844,7	953,5
ISBLs	13,4	21,0	53,1	68,4	75,5	97,9	118,1	118,2	144,1	209,8	226,9	278,0	300,2
(2) Investissement (21) +(22)	220,7	238,3	227,5	224,3	318,8	409,9	439,9	488,5	556,2	544,8	586,5	657,3	740,8
(21) Formation brute de capitale fixe	221,8	221,0	220,8	223,3	308,4	393,4	416,7	448,3	512,0	551,7	530,7	571,8	671,4
Dont : Privée	198,5	156,9	146,4	121,7	160,7	198,5	217,1	266,0	313,3	353,3	365,8	430,1	561,2
Publique	23,4	64,1	74,4	101,7	147,7	194,9	199,6	182,3	198,7	198,5	165,0	141,7	110,2
(22) variation des stocks	-1,1	17,3	6,7	1,0	10,4	16,5	23,2	40,1	44,2	-7,0	55,8	85,5	69,4
(3) Exportation nette (31)-(32)	-273,9	-367,5	-354,7	-428,9	-467,3	-529,9	-663,0	-740,0	-1 072,2	-1 088,7	-939,3	-924,1	-1 008,5
(31) Exportations	75,5	82,5	94,5	166,5	133,3	213,3	229,2	344,2	314,2	334,1	290,1	297,8	386,3
(32) Importations	349,3	450,0	449,2	595,4	600,6	743,2	892,1	1 084,2	1 386,4	1 422,9	1 229,5	1 221,9	1 394,8
PIB=1+2+3	1 208,2	1 273,7	1 354,7	1 539,1	1 983,5	2 295,4	2 602,0	2 944,2	3 521,8	3 974,0	4 168,0	4 559,2	5 052,5

Source : ISTEERU, Comptes nationaux, base2005

Tableau 9 : La structure des emplois du PIB en %

Libelles	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	A prix courants												
(1) Consommation finale	104,4	109,2	109,9	113,7	106,8	103,4	109,1	107,9	113,8	111,4	109,0	104,0	103,9
Dont : Ménage	90,3	94,0	90,9	93,5	87,1	81,5	86,2	84,6	89,1	85,5	85,4	80,1	80,3
Administration Publique	13,0	13,6	15,2	16,6	16,2	17,8	18,5	19,2	20,9	20,9	18,4	18,2	17,9
ISBLs	1,1	1,6	3,8	3,6	3,5	4,1	4,4	4,1	3,8	5,0	5,1	5,7	5,6
(2) Investissement (21) +(22)	18,3	18,5	15,3	12,5	15,7	16,6	16,3	16,3	14,7	14,3	13,6	14,6	15,4
(21) Formation brute de capitale fixe	18,4	17,2	14,8	12,4	15,2	15,9	15,4	14,9	13,4	14,5	12,3	13,4	14,0
Dont : Prive	16,4	12,1	9,3	7,7	11,2	8,6	8,1	8,9	8,2	9,5	9,4	11,2	11,7
Publique	1,9	5,1	5,5	4,7	3,9	7,4	7,3	5,9	5,2	4,9	2,9	2,2	2,3
(22) variation des stocks	-0,1	1,3	0,4	0,1	0,6	0,7	0,9	1,5	1,2	-0,2	1,3	1,2	1,4
(3) Exportation nette (31)-(32)	-22,7	-27,8	-25,2	-26,2	-22,5	-20,0	-25,4	-24,2	-28,5	-25,7	-22,6	-18,6	-19,2
(31) Exportations	6,2	7,3	6,8	10,5	6,6	9,7	8,8	9,7	9,1	8,7	6,3	6,7	7,3
(32) Importations	28,9	35,1	32,0	36,7	29,2	29,8	34,2	34,0	37,5	34,3	28,9	25,3	26,6
PIB=1+2+3	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	A prix constants de l'année précédente												
(1) Consommation finale	104,4	110,1	109,4	113,3	107,5	105,2	108,6	108,5	114,6	113,7	108,5	105,9	105,3
Dont : Ménages	90,3	94,7	90,2	89,0	85,9	81,6	84,5	84,2	88,7	88,3	82,8	81,2	80,5
Administrations Publiques	13,0	13,8	15,3	19,9	17,8	19,4	19,5	20,3	21,9	20,1	20,2	18,5	18,9
ISBLs	1,1	1,6	3,9	4,4	3,8	4,3	4,5	4,0	4,1	5,3	5,4	6,1	5,9
(2) Investissement (21) +(22)	18,3	18,7	16,8	14,6	16,1	17,9	16,9	16,6	15,8	13,7	14,1	14,4	14,7
(21) Formation brute de capitale fixe	18,4	17,3	16,3	14,5	15,5	17,1	16,0	15,2	14,5	13,9	12,7	12,5	13,3
Dont : Privée	16,4	12,3	10,8	7,9	8,1	8,6	8,3	9,0	8,9	8,9	8,8	9,4	11,1
Publique	1,9	5,0	5,5	6,6	7,4	8,5	7,7	6,2	5,6	5,0	4,0	3,1	2,2
(22) variation des stocks	-0,1	1,4	0,5	0,1	0,5	0,7	0,9	1,4	1,3	-0,2	1,3	1,9	1,4
(3) Exportation nette (31)-(32)	-22,7	-28,9	-26,2	-27,9	-23,6	-23,1	-25,5	-25,1	-30,4	-27,4	-22,5	-20,3	-20,0
(31) Exportations	6,2	6,5	7,0	10,8	6,7	9,3	8,8	11,7	8,9	8,4	7,0	6,5	7,7
(32) Importations	28,9	35,3	33,2	38,7	30,3	32,4	34,3	36,8	39,4	35,8	29,5	26,8	27,6
PIB=1+2+3	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : ISTEEDU, Comptes nationaux,

Tableau 10 : Taux de croissance réel des emplois du PIB

Libelles	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
(1) Consommation finale	11,2	3,6	8,1	-1,8	3,6	9,2	3,9	11,5	4,1	-3,0	0,2	5,5
Dont : Ménages	10,6	-0,8	2,7	-4,6	-1,8	7,9	2,0	10,0	3,3	-3,5	-1,8	4,8
Administrations Publiques	11,6	16,1	37,1	11,2	27,6	13,9	14,8	19,5	0,2	-3,7	3,7	8,0
ISBLs	56,4	153,3	21,6	10,4	29,6	15,1	-5,6	4,2	45,6	8,2	22,5	8,0
(2) Investissement (21) +(22)	7,9	-6,4	0,1	33,3	19,2	5,8	6,1	1,4	-2,5	-1,8	9,6	5
(21) Formation brute de capitale fixe	-0,4	-2,1	2,6	29,9	18,8	4,6	3,0	2,7	7,7	-12,3	5,2	3,3
Dont : Privée	-20,9	-7,6	-11,3	23,4	14,1	7,7	16,7	4,7	12,7	-8,4	3,7	3,6
Publique	174,3	11,0	26,3	37,7	23,9	1,5	-12,0	-0,3	-0,3	-19,8	9,8	1,6
(22) variation des stocks	-1666,3	-61,7	-85,1	514,7	31,8	31,5	57,8	-10,9	-115,0	-809,3	52,7	24,7
(3) Exportation nette (31)-(32)	34,2	-2,5	16,0	-6,5	7,8	32,2	3,1	31,7	0,3	-12,5	-7,2	12,1
(31) Exportations	9,3	-1,6	67,3	-33,8	46,9	-5,6	39,4	-3,6	-3,3	-19,9	7	18,7
(32) Importations	28,8	-2,3	26,9	-14,4	16,7	19,9	12,4	21,6	-0,5	-14,4	-4,1	13,9
PIB=1+2+3	5,4	3,4	4,9	3,8	5,1	4,0	4,4	4,9	4,2	-0,4	3,2	4,2

Source : ISTEEDU, Comptes nationaux, base2005

Tableau 11 : Contribution des emplois à la croissance réelle du PIB

Libelles	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
(1) Consommation finale	11,7	3,9	8,9	-2,1	3,8	9,5	4,2	12,4	4,7	-3,4	0,3	5,7
Dont : Ménages	9,6	-0,7	2,4	-4,3	-1,6	6,4	1,8	8,4	2,9	-3,0	-1,5	3,8
Administrations Publiques	1,5	2,2	5,7	1,9	4,5	2,5	2,7	3,7	0,0	-0,8	0,7	1,5
ISBLs	0,6	2,5	0,8	0,4	1,0	0,6	-0,2	0,2	1,7	0,4	1,2	0,5
(2) Investissement (21) +(22)	1,5	-1,2	0,0	4,2	3,0	1,0	1,0	0,2	-0,4	-0,3	1,3	0,7
(21) Formation brute de capitale fixe	-0,1	-0,4	0,4	3,7	2,8	0,7	0,5	0,4	1,0	-1,8	0,6	0,4
Dont : Privée	-3,4	-0,9	-1,1	1,8	1,6	0,7	1,3	0,4	1,0	-0,8	0,3	0,4
Publique	3,4	0,6	1,4	1,8	0,9	0,1	-0,9	0,0	0,0	-1,0	0,3	0,0
(22) variation des stocks	1,5	-0,8	-0,4	0,4	0,2	0,2	0,5	-0,2	-1,4	1,5	0,7	0,3
(3) Exportation nette (31)-(32)	-7,7	0,7	-4,0	1,7	-1,8	-6,5	-0,8	-7,7	-0,1	3,2	1,6	-2,2

(31) Exportations	0,6	-0,1	4,6	-3,6	3,1	-0,5	3,5	-0,4	-0,3	-1,7	0,4	1,3
(32) Importations	8,3	-0,8	8,6	-5,3	4,9	5,9	4,3	7,3	-0,2	-4,9	-1,2	3,5
PIB=1+2+3	5,4	3,4	4,9	3,8	5,1	4,0	4,4	4,9	4,2	-0,4	3,2	4,2

Source : ISTEEBU, Comptes nationaux, base2005

## Annexe 2 : Méthodologie d'élaboration des comptes nationaux

### I. INTRODUCTION

Cette partie du rapport concerne la méthodologie utilisée pour l'élaboration des comptes nationaux, les nomenclatures utilisées ainsi que les différentes sources de données et les estimations faites pour certains secteurs dans le calcul de la production.

### II. GENERALITES

#### II.1- Sur la comptabilité nationale

La comptabilité nationale est une technique statistique d'observation et de mesure des faits économiques. Elle informe de manière synthétique sur la situation économique d'un pays. Son objectif principal est de fournir une représentation simplifiée et complète de l'économie. Aussi doit-elle parvenir à une description complète et cohérente de la réalité économique, de sorte qu'on puisse y retrouver les principaux aspects de l'activité économique de la collectivité considérée.

Il s'agit également d'un instrument utilisé pour la prévision économique, et qui fournit des indicateurs permettant d'opérer des comparaisons internationales. En somme, c'est un excellent outil d'information mis à la disposition des utilisateurs pour analyser l'économie aussi bien dans sa structure que dans son évolution.

#### II.2- Sur les recommandations internationales

La méthodologie d'élaboration des comptes nationaux du Burundi que nous présentons dans ce document, est conforme aux recommandations du SCN 1993 et s'intègre harmonieusement dans les normes retenues pour l'harmonisation des méthodes d'élaboration des comptes nationaux des pays membres d'AFRISTAT<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

### II.3-Sur le module ERETES

Sur le plan technique, les comptes nationaux du Burundi sont élaborés à l'aide du logiciel dénommé « Equilibre Ressources Emplois, Tableau Entrée Sortie », ERETES en sigle, développé par l'Union Européenne et la Coopération Française.

ERETES est un outil d'aide à l'élaboration des comptes nationaux. Il permet de faire des Equilibres Ressources Emplois (ERE) par produit, des Comptes de Branche (CB), et de sortir des tableaux de synthèse tel que le Tableau des Ressources et Emplois (TRE) et le Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI), nécessaires à la mise en cohérence et à la validation des informations.

Il permet également de mener un travail en équipe avec une assistance technique intégrée, permettant l'acquisition des méthodes à mettre en œuvre dans le cadre du SCN 93.

### II.4-Sur les tableaux de sortie

Les comptes nationaux du Burundi comprennent les comptes des biens et services et les comptes des secteurs institutionnels. Ainsi chaque année sont publiés :

- Un tableau des ressources et des emplois, à prix courants et à prix constants de l'année précédente<sup>7</sup>.
- Un tableau des comptes économiques intégrés.

Ces éléments sont synthétisés dans un document qui reprend ces différents comptes et établit les évolutions à prix constants.

---

<sup>7</sup> Ici il faut comprendre que les comptes nationaux en volume sont élaborés en base glissante, toujours l'année précédente sert de référence pour le calcul du PIB constant.



## II.5- Sur les innovations méthodologiques

La relance des travaux de production des comptes nationaux au Burundi a apporté quatre innovations principales :

- L'adoption du SCN 1993
- Le choix d'une nouvelle année de base (ici 2005)
- L'utilisation du module ERETES
- La mise en place des nomenclatures de branches d'activités, des produits et des sources de données

Dans ce cadre, un certain nombre de tableaux prévus par le cadre central ont été adoptés : i) un Tableau Ressources-Emplois (TRE) selon les nomenclatures d'activités et de produits retenus ; ii) des travaux analytiques à prix courants et à prix constants; iii) une décomposition des comptes de branche selon cinq (5) modes de production, (y compris l'économie informelle) pour tous les niveaux de branches retenus dans la nomenclature d'activités, ainsi qu'iv) une matrice relative à la population active occupée.

## II.6- Sur le choix de la stratégie d'élaboration des comptes

Il n'existe pas de chemin tout tracé pour élaborer les comptes de la nation d'un pays. Certes, il existe un schéma retraçant les lignes de force par lesquelles on peut cheminer, mais de nombreuses variantes sont possibles, compte tenu des moyens disponibles, des caractéristiques économiques locales, la nature et la qualité de l'appareil statistique, etc.

Ainsi, avons-nous choisi de construire les éléments du cadre central suivants : le tableau ressources – emplois (TRE) et le tableau des comptes économiques intégrés (TCEI).

Le TRE est un des éléments du cadre central qui intègre les comptes de branches par type d'activité économique, et les comptes des opérations sur biens et services par type de produit.

Il permet une analyse détaillée du processus de production, des emplois des biens et services et du revenu engendré par la production. C'est aussi un instrument de confrontation de diverses sources. Par ailleurs, il permet le calcul du produit intérieur brut selon les trois optiques, à savoir l'optique production (dans le cadre de comptes de branches), optique « dépenses » (dans

l'élaboration des Équilibres Ressources Emplois et optique revenu (par calcul des revenus dont disposent les secteurs institutionnels).

Le TCEI, quant à lui, est un instrument privilégié pour la conduite de la synthèse finale. C'est le cadre comptable qui synthétise la cohérence du système.

Le TCEI retient la logique des comptes en T (les Emplois à gauche et les Ressources à droite). Les comptes sont articulés entre eux, ce qui se traduit par un enchaînement des sous-comptes de chaque secteur institutionnel d'une part, et une juxtaposition des comptes des secteurs institutionnel d'autre part.

D'une manière générale, les comptes nationaux du Burundi sont élaborés en six étapes principales :

1. La mise en place des nomenclatures et la définition des sources
2. La collecte et le traitement des sources ;
3. Les pré-arbitrages ;
4. Les travaux analytiques ;
5. La synthèse ;
6. La préparation de la campagne suivante.

La première étape est mise en place une fois pour toute, lors de l'élaboration de l'année de base, qui elle-même est faite théoriquement tous les dix ans. Les trois étapes suivantes se situent en amont des travaux proprement dits. Les travaux analytiques consistent en l'élaboration des équilibres ressources-emplois (ERE), des comptes de branches (CB) et des comptes des secteurs institutionnels.

Au cours des travaux d'élaboration des comptes, plusieurs opérations de synthèse sont nécessaires pour rendre les données issues de différentes sources cohérentes. La synthèse finale est le moment idéal pour réaliser les grands arbitrages, en vue de rechercher la cohérence macro-économique.

### III. NOMENCLATURES ET SOURCES DE DONNEES

#### III.1. Nomenclatures

Les nomenclatures ont pour objectifs d'une part de faciliter le traitement des données par un outil informatique, et d'autre part d'être utilisées pour la collecte et la diffusion des informations statistiques. Les nomenclatures servent aussi à assurer la comparaison internationale des statistiques.

Les principales nomenclatures mises en place pour les comptes nationaux concernent les :

- Branches d'activités
- Produits
- Opérations
- Sources de données

La nomenclature d'activités vise à classer les différentes activités économiques, c'est-à-dire les activités socialement organisées, en vue de la production de biens ou de services. Le champ des activités économiques est celui retenu dans le SCN 93.

#### III.2. Sources de données

Les sources de données utilisées dans l'élaboration des comptes nationaux couvrent l'ensemble des statistiques économiques du Burundi.

## Présentation des sources de données

La comptabilité Nationale se veut un instrument de mesure de l'activité économique; par conséquent, elle est essentiellement quantitative. Les sources de données utilisées sont recueillies à travers l'ensemble des activités exercées sur le territoire économique national. Il s'agit d'un travail de collecte de données déjà recueillies par les autres administrations publiques ou privées, ou alors d'enquêtes ponctuelles et légères.

Ici on peut citer à titre d'exemples, les différents rapports produits au niveau des administrations publiques sur les recettes et dépenses de l'Etat, les données issues des différents ministères sur l'agriculture, l'élevage, la pêche ainsi que la sylviculture, sur les statistiques du commerce extérieur, la balance des paiements, les bilans des entreprises publiques et privées, etc.

Toutes ces données subissent un traitement informatique, suivant le SCN 1993 et l'utilisation de l'outil ERETES.

### TRAITEMENT DES SOURCES

#### Agriculture vivrière



Au Burundi, les cultures vivrières couramment cultivées sont les céréales, les légumineuses, les tubercules, les fruits, les palmistes et les autres produits vivriers. Les statistiques concernant ces cultures sont collectées au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

Les données issues de ce ministère sont des productions en quantités. Il faut alors chercher les prix au moyen desquels valoriser ces quantités. Dans notre pays, jusqu'à maintenant, les prix au producteur ne sont pas disponibles. Pour remédier à cela, une méthode pour estimer ces prix a été élaborée par le service en charge des comptes nationaux et est basée sur le calcul de la moyenne des minima à partir des prix à la consommation fournis par le service en charge des prix à la consommation de l'ISTEEBU. Pour chaque produit constituant le panier de la ménagère, on détermine le minima des prix à la consommation selon les provinces et à la fin on prend la moyenne des minima au niveau national.

A partir des quantités fournies par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et des prix à la production agricole calculés au niveau de l'ISTEEBU, on obtient la production agricole en valeur.

La production est scindée en deux :

- production marchande et ;
- production non marchande qui sera consommée par les producteurs eux-mêmes.

Les taux d'autoconsommation utilisés proviennent de la dernière enquête auprès des ménages sur les dépenses de consommation en 1998. Cependant, ces taux sont obsolètes et il y a donc nécessité de les actualiser, pour améliorer les données des comptes nationaux.

#### Agriculture d'exportation

Dans notre pays, les cultures industrielles couramment pratiquées sont: le café, le coton, et le thé. A ces trois produits s'ajoute aussi le quinquina.

Les informations y relatives sont recueillies auprès des entreprises qui cultivent et commercialisent ces cultures même chose que les prix au producteur. En effet, pour le café, les données sont fournies par l'ARIFIC, pour le thé par l'Office du Thé du Burundi (OTB), pour le coton par la Compagnie de Gérance du Coton (COGERCO), et pour le quinquina par la SOKINABU.

Cependant, pour ce qui concerne le café, comme c'est une culture qui s'étend sur 2 années, les données fournies concernent donc la période couverte par une campagne donnée et non la période de janvier à décembre.

Des sous-estimations de la production fournie par ces différentes institutions s'observent, notamment la production du café cerise, à partir de laquelle les ménages produisent le café parche washed.

En effet, cette production, n'est pas valorisée dans la production cerise que fournit l'ARIFIC, au cours d'une campagne donnée.

Néanmoins, les taux de conversion du café cerise en café parche washed étant connus, les comptables nationaux estiment eux-mêmes cette production du café cerise, à partir des quantités fournies pour le café parche washed.

#### Sylviculture

La sylviculture est un domaine qui n'est pas bien maîtrisé, suite à un problème de disponibilité de données au niveau du ministère de l'environnement.

#### Elevage



Pour l'élevage, les informations fournies par la Direction Générale de l'Élevage concernent les effectifs du bétail ainsi que les quantités des sous produits de l'élevage, tels que le lait, le miel, etc. Celui-ci nous fournit également le nombre d'animaux abattus qui sera utilisé pour le calcul de la production en viande.

Les difficultés rencontrées pour le traitement de ces données est l'absence des prix aux producteurs pour ces animaux, pour estimer la production en valeur.

#### Pêche

Les données sur la pêche sont fournies par le Département de la pêche du Ministère de l'agriculture et de l'élevage. Les prix à la consommation ont pour source les relevés de l'ISTEEBU. Elles concernent les poissons frais seulement. Il s'agit de la production en volume, en valeur et les prix à la production.

#### Transformations alimentaires

#### a) Productions des abattages

Après le traitement des données récoltées au niveau du département de l'élevage, les effectifs des animaux mises en consommations intermédiaires sont ceux là qui vont être abattus pour donner de la viande. Le taux de transformation en viande dépend de l'animal. D'après les études réalisées un bovin donne en moyenne 150 kg de viande, un ovin ou caprin donne en moyenne 15 kg, un porcine donne en moyenne 30kg ; tandis qu'un lapin ou une volaille abattue donne 1kg de viande.

#### b) Transformation et conserves de poissons

La production en poissons séchés s'obtient à partir de la production des poissons frais. Pendant l'enquête réalisée au cours du mois de novembre 2007, on a constaté que 35 % de la production en poissons frais va au séchage. Le taux de transformation est de 2/3, c'est-à-dire que la quantité des poissons séchés représente deux tiers de la quantité de poissons frais mis en séchage.

Les conserves en poissons frais sont négligeables. Les poissons frais qui sont sur le marché proviennent des importations.

#### c) Fabrication des boissons du secteur informel

Les données utilisées sont issues des productions vivrières fournies par le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et les taux de transformation par l'Enquête de Budget et Consommation auprès des ménages de 1998.

Les boissons dont nous faisons allusion ici concernent le vin de bananes et la bière de sorgho, produites par les ménages.

Production du vin de bananes :

A partir de la production des bananes à bière récoltée au niveau de l'agriculture, on y applique un taux de transformation déjà vérifié, que deux kilogrammes de bananes donnent un litre de vin de bananes.

Production de la bière de sorgho :

La conversion de la farine de sorgho en bière de sorgho suit le principe que un kilogramme donne deux litres de bière de sorgho.

#### d) Travail des graines

Pour les produits farineux à base de céréales et du manioc

Après avoir obtenu les productions des céréales, et du manioc frais auprès du ministère de l'agriculture, ces produits sont transformés en farines selon le taux de conversion suivant : 80% pour le maïs, le sorgho le blé et l'éleusine, et 70% pour le manioc.

Pour le maïs, la production qui entre en transformation s'obtient après avoir enlevé les semences pour un taux de 2% et les maïs en grains consommés en l'état pour un taux de 17%.

Pour les autres céréales; on enlève seulement les semences pour des taux de 3%, 9%, 2% et 4%, respectivement pour le riz paddy, le blé, le sorgho et l'éleusine ; et tout le reste de la production entre en consommation intermédiaire pour la production du riz décortiqué et des farines.

Pour le riz, cents kilos de riz paddy donnent soixante et sept kilos de riz décortiqué.

#### e) Autres industries agroalimentaires

Cette branche comprend tous les autres produits alimentaires non cités en haut. Il s'agit de l'huile de palme et les autres huiles, les pâtes alimentaires, fabrication des produits à base de tabac et autres.

La production de l'huile de palme est obtenue à partir de la transformation des régimes de palme, d'après les données de l'enquête cents kilos de régimes donnent dix huit litres d'huile de palme (source EBCM 98).

#### Calcul des indices et des prix utilisés pour le calcul du PIB en volume

A l'ISTEEBU, nous disposons d'un service qui s'occupe des relevés des prix au niveau national, et ce sont les prix à la consommation qui sont concernés. Cependant, les moyens dont dispose l'ISTEEBU ne lui permet pas de collecter les prix à la



production. C'est pourquoi nous faisons chaque année recours aux prix à la consommation pour calculer les prix à la production, par la méthode de calcul des moyennes des minima des prix à la consommation observés au niveau national.

Les indices de prix utilisés en comptabilité nationale découlent également de ces prix observés au niveau national, en comparaison avec ceux qui étaient observés l'année précédente.

## Statistiques d'entreprises

### a) Collecte des bilans des entreprises

Les bilans comptables sont établis selon les normes du plan comptable en vigueur au Burundi. Ils contiennent les informations d'ordre général sur l'entreprise (son identification), les comptes de gestion, les comptes des mouvements patrimoniaux, le bilan, les tableaux de fiscalité et les annexes qui reprennent en détail les informations des comptes de gestion.

Un échantillon a été tiré au moyen d'un tirage aléatoire stratifié et les bilans comptables des entreprises constituant notre échantillon étaient au départ collectés directement auprès de ces entreprises industrielles et commerciales, au cours d'une enquête annuelle que l'ISTEEBU mène. Cependant, avec la réticence observée par les chefs de ces entreprises pour fournir les données, il a été décidé de collecter ces bilans auprès de l'Office Burundais des Recettes. Les entreprises de l'échantillon qui ne déposent pas leurs bilans au niveau de l'OBR pour un exercice donné, sont estimés en suivant les critères de pondération (taille de l'entreprise et sa branche d'activités).

La base de sondage est constituée de la liste exhaustive de toutes les entreprises du secteur commercial (y compris celles des services marchands) et industriel dressé à partir du répertoire des entreprises mis à jour à la fin de chaque année.

L'échantillon est établi sur base d'un sondage stratifié selon la branche d'activité et la taille, à savoir le nombre de personnes occupées. Les branches sont considérées comme des strates.

Dans chaque branche, les entreprises sont ordonnées selon leur poids (effectifs des salariés) et sont tirées systématiquement. Généralement, l'on retient les entreprises dont leur poids excède 70%.

Après la collecte et le traitement des données des entreprises échantillons, on fait d'abord l'estimation des entreprises échantillons qui n'ont pas pu répondre et ensuite l'extrapolation, et cela selon la branche d'activité à laquelle appartiennent les entreprises.

En résumé, les branches des entreprises concernées pour l'enquête sont synthétisées dans le tableau ci-dessous:

*Tableau 1 : Branches des entreprises et leur code Comptabilité Nationale concernées par l'enquête*

<i>Sous branches d'activité</i>	<i>Code Nationale</i>	<i>Comptabilité</i>
Agriculture d'exportation		2
- Production de café marchand		2004
- Production du thé sec		2005
- Autres cultures d'exportation		2006
Activités extractives		6
- Autres activités extractives		6000
Industries agroalimentaires		7
- Fabrication des boissons		7004

- Travail des graines	7006
- Autres industries agroalimentaires	7009
Autres industries manufacturières	8
- Fabrication des textiles et articles en textile	8001
- Fabrication de papiers, cartons et articles en papiers et en carton	8004
- Édition, imprimerie et reproduction d'enregistrements	
- Fabrications des produits chimiques, caoutchouc et plastics	8005
- Fabrication des verres, poteries et matériaux pour la construction	8006
- Activités de métallurgie, fonderie et ouvrages en Métaux	8007
Production et distribution d'électricité de gaz et d'eau	9
- Production et distribution d'électricité et de gaz	9001
- Captage, traitement et distribution d'eau	9002
Construction	10

- Construction	10000
Commerce et réparation des véhicules	11
- Activités de commerce	11001
- Services de réparation	11002
Activités auxiliaires de transport et communications	12
- Transport terrestre	12001
- Transport maritime	12002
- Transport aérien	12003
- Les services annexes au transport	12004
- Services des postes, télécommunications et Internet	12005
Autres services marchands	14
- Activités de restauration et d'hébergement	14001
- Services immobiliers et gestion immobilière	14002
- Services informatiques et annexes	14003
- Autres services marchands	14004
Santé et action sociale	17

-Services de santé humaine et action sociale	17001
Activités à caractère collectif ou personnel	18
-Autres activités des services personnels	18009

#### b) Traitement des données

Le traitement de données de bilans comptables consiste au passage de la comptabilité générale à la comptabilité nationale.

En effet, toute opération nécessaire au calcul de la production des entreprises et/ou aux autres variables telles les salaires, les consommations intermédiaires, l'investissement, les différentes formes de stocks, etc.. est prise en compte et codifiée selon les codes de la nomenclature des opérations.

#### Sociétés Non Financières (SNF)

L'on commence généralement par la production dans la mesure où elle permet de classer chaque unité dans une branche d'activité en tenant compte du critère d'activité principale. Celle-ci contient la production vendue et la production stockée (déstockée) et est enregistrée produit par produit, car la production est appréhendée par branche et par produit. Pour une entreprise donnée, sa production totale est donc la somme des deux : la production vendue et la production stockée.

En ce qui concerne la production non marchande, les données nécessaires pour son calcul sont tirées du tableau du bilan intitulé « Travaux faits par l'entreprise pour elle-même ». Une partie des rubriques de ce tableau va en complément à la FBCF notamment les travaux de recherche.

Les autres rubriques sont codifiées selon le type de production effectuée. Les différentes productions sont regroupées par branches d'activité en référence à l'activité principale de la branche concernée.

#### Sociétés Financières (SF)

Les sociétés financières font référence aux institutions financières (banques) et auxiliaires d'assurances. Les données sont collectées à partir de l'enquête annuelle que mène l'ISTEEBU chaque année auprès des différentes institutions bancaires et des auxiliaires d'assurance.

#### ❖ Cas des banques

Les variables « Intérêts et commissions reçues » et « Intérêts et commissions versées » permettent d'obtenir la production de l'entreprise bancaire suivant les formules suivantes :  $Production = \text{intérêts reçus} - \text{intérêts versés} + \text{commissions nettes}$

#### ❖ *Traitement du Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurée (SIFIM)*

Le SIFIM correspond au différentiel d'intérêts, c'est-à-dire la différence entre les intérêts reçus et les intérêts versés. Selon le SCN 93, il peut être traité de 2 manières différentes, soit en consommation finale pour les différents secteurs institutionnels et là ça suppose que vous devrez disposer de tous les intérêts reçus et versés par chaque secteur, soit en consommation intermédiaire, et là vous supposez qu'il y a une branche fictive, dénommée « SIFIM », qui va donc consommer ce service en consommation intermédiaire. SIFIM étant donc une branche fictive, elle n'a pas par conséquent de production.

Au Burundi, c'est cette deuxième option qui a été choisie car les institutions bancaires du pays n'ont pas pu mettre à notre disposition toutes les informations en rapport avec les intérêts reçus et versés par chaque institutionnel.

#### ❖ Cas des sociétés d'assurances

Les indemnités dues de l'exercice, les primes acquises, les produits financiers et les commissions encaissées donnent la production de la manière suivante :

$$Production = \text{primes acquises} + \text{produits financiers} - \text{sinistres de l'exercice} - \text{variation des primes actuelles}$$

#### ✚ Statistiques des administrations publiques

Les sources statistiques disponibles sur les administrations publiques sont essentiellement de nature comptable. Ces documents présentent une grande diversité d'une unité à l'autre, c'est pourquoi, il est généralement difficile de les transposer selon les besoins de la comptabilité nationale. Il convient alors de s'informer avec précision sur les règles qui président à leur élaboration.

La complexité du secteur des administrations publiques nous conduit à le diviser en plusieurs sous-secteurs qui sont :

- les collectivités publiques locales (communes) ;
- l'administration publique centrale qui nous fournit :
  - \*Budget ordinaires (BO) : classification général des dépenses du Gouvernement
- les administrations publiques décentralisées qui sont :
  - \*Les Administrations Personnalisées de l'Etat (APE) et,
  - \*Les Etablissements publics à caractère Administrative(EPA).

Dans la suite nous allons focaliser l'attention sur les documents comptables généralement utilisés, les travaux transversaux et le calcul de la CCF.

### 1) Statistiques des collectivités locales

Le "*Budget Communal*" et le "*Compte Administratif Communal*" constituent les principales sources de données relatives aux recettes et aux dépenses des collectivités publiques locales.

Le budget communal est un document prévisionnel, qui fournit les informations suivantes telles que les prévisions des recettes et des dépenses de l'exercice budgétaire des années n et n-1, ainsi que les recettes et les dépenses portées dans le compte administratif de l'exercice budgétaire.

Le compte administratif communal fournit le compte rendu précis sur l'exécution du budget communal.

L'option que nous retenons en comptabilité nationale est le « droit constaté », c'est-à-dire que nous travaillons sur la base des engagements et sur les dépenses de la caisse.

## 2) Budget de l'Administration Publique Centrale

### *Présentation générale*

C'est le livre-journal des dépenses de la comptabilité publique de l'administration centrale. Il est produit annuellement par l'administration en charge de l'exécution du budget.

Bref, les données de l'administration viennent d'une part, du budget de l'état qui montre les dépenses et d'autre part, de la reddition des comptes qui montre les recettes. Ces deux documents sont tous collectés auprès du ministère des finances.

### *Traitement des données*

Le budget de l'état montre les détails des dépenses par ministère : les salaires et traitements bruts, les cotisations sociales, les dépenses d'investissement et les dépenses en biens et services.

Quant aux recettes, elles sont détaillées dans la reddition des comptes, tels que les impôts sur produit et production, les impôts à l'importation, les transferts reçus de l'extérieur ainsi que les autres productions marchande de l'administration.

A côté des sources de l'administration centrale, d'autres sources d'information sont utilisées notamment les rapports financiers de L'Institut Nationale et de la Sécurité Sociale (INSS) et la Mutuelle de la Fonction Publique (MFP), pour évaluer la production de la sécurité sociale.

Le traitement commence par la codification de toutes les dépenses par chapitre ministériel en tenant compte de la branche d'activité, des produits consommés et de l'opération.

C'est la même chose pour ce qui concerne les rapports financiers de L'INSS et la MFP où on relève de même les dépenses et les recettes.



## Calcul de la production des APU

Comme le prévoit le SCN 93 la production des APU est la somme des coûts de production à savoir:

- Les consommations intermédiaires,
- La rémunération des salariés,
- Autres impôts et taxes sur la production,
- La consommation de capital fixe.

La production marchande est la somme des productions marchandes inventoriées dans les recettes de l'état et les recettes des EPA et APE

La production non marchande est égale à la production de l'administration moins la production marchande.

## Estimation de certaines productions

La collecte de ces informations statistiques n'est généralement pas exhaustive ; c'est pourquoi nous sommes obligés de procéder à l'estimation des données manquantes à partir des subventions reçues par les sociétés publiques. L'hypothèse retenue est que les éléments de recettes ou de dépenses évoluent dans les mêmes proportions que les subventions entre l'année n-1 et l'année n.

Quant aux données des écoles, universités, hôpitaux et centres de santé privés, l'estimation se fait à partir des données de l'enquête nationale effectuée auprès de ces derniers, se référant aux années 2005 et 2006. L'hypothèse retenue est que le taux de croissance de la production, observé au cours de cette période est presque constant.

## Statistiques du commerce extérieur

### Présentation

Le commerce extérieur peut être défini comme échanges de biens et services entre résidents et non-résidents d'une économie.

Les sources de données des statistiques du commerce extérieur sont :

- l'administration des douanes(OBR) pour les exportations et les importations des biens ;
- La banque centrale qui est chargé de la production de la balance des paiements pour les importations et les exportations des services ;

### Statistiques douanières

Elles sont envoyées sous forme de base de données ACCESS. Les statistiques du commerce extérieur sont exprimées en poids et en valeurs. La valeur est exprimée F.A.B (Franco à bord) pour les l'exportations et C.A.F (coûts, assurances, frêts) pour les importations.

Comme la nomenclature utilisée en douane est le Système Harmonisé de Désignation et de codification des marchandises (SH), le service en charge la Comptabilité Nationale a mis en place une table de passage permettant de passe de la nomenclature HS à la nomenclature des produits utilisée en Comptabilité Nationale (NOPEMA).

### Données du commerce extérieur

Le traitement des données du commerce extérieur se fait en plusieurs étapes :

- le passage de la nomenclature SH vers la nomenclature de la comptabilité nationale ;
- le regroupement des données ;
- le passage CAF/FAB ;

- la préparation de la matrice des taxes pour les importations et pour les exportations.

### Passage de la nomenclature SH vers la nomenclature de la comptabilité nationale

Ce passage se fait en utilisant la table de passage déjà établie qui permet de passer de la codification SH à la codification NOPEMA. A chaque code SH est lié à un code des produits de la comptabilité nationale. Il s'agit de convertir ces données sous le format du chargement du module ERETES.

### Regroupement des données

Après le changement de codification, les biens ayant le même code se regroupent ensemble pour pouvoir préparer une feuille chargeable dans le module ERETES.

### Passage CAF/FAB

Les importations étant enregistrées à la douane au prix CAF, c'est-à-dire intégrant les services liés au transport, à l'assurance et entreposage des biens, on sépare ce coût liés à ces services, pour ne rester qu'avec les importations évaluées au prix FAB, comme les exportations le sont. Ces autres services seront traités au niveau de la balance des paiements.

### Balance des paiements

Par définition, la balance des paiements est un état statistique dont l'objet est de recenser sous une forme comptable les flux économiques et financiers intervenus entre résidents et non-résidents au cours d'une période déterminée, généralement une année. Elle est mise au point par les services de la Banque de la République du Burundi (BRB), conformément aux recommandations internationales faites par le FMI en la matière et est compatible avec le Système de Comptabilité Nationale.

Elle constitue l'une des sources de données utilisées dans l'élaboration des comptes nationaux et c'est le seul document qui retrace les échanges effectués avec le reste du monde au cours d'une année.

Cependant, elle n'est pas comme telle une source comptable, sinon une élaboration qui relève des mêmes méthodologies que celles utilisées pour l'élaboration des comptes nationaux : collecte de sources les plus diverses, mises en cohérence dans le cadre d'un schéma comptable de configuration similaire à celui utilisé pour les comptes nationaux.

Toutefois, la balance des paiements se présente comme un document comptable, en crédits et débits, tenu du point de vue de la nation. En principe, chaque opération donne lieu à écriture de part et d'autre, dans la mesure où des flux existent dans les deux sens.

Les flux sont tous mesurés en valeur monétaire; il s'agit normalement du Franc Burundi, néanmoins pour question de comparaison internationale ou régionale, elle peut être élaborée dans une monnaie autre que le Franc Burundi, le plus souvent en dollars américain.

Dans de tels cas, il importe alors de connaître la technique des taux de change utilisée pour passer d'une mesure à l'autre (taux au jour le jour ou taux moyen annuel par exemple).

Il peut arriver que les données de la Balance des paiements ne soient pas utilisées comme telles, lors de l'élaboration des comptes nationaux, du fait que les comptes nationaux disposent sur le commerce extérieur d'informations plus complètes (en particulier pour ce qui concerne le commerce non déclaré en douanes, qu'il s'agisse ou non de contrebande) que les gens en charge de l'élaboration de la balance des paiements. Aussi, pour ce qui concerne les exportations du café, comme le rapport utilisé renseigne les transactions faites au cours de la campagne et non au cours de l'année civile, c'est donc la valeur des importations issue du rapport de l'ARIFIC (ou OCIBU à l'époque) qui était retenue, pour question de cohérence, car le rapport ne mentionnait pas la valeur des stocks.

Il est donc recommandé que les deux institutions, ici la BRB et l'ISTEEBU, travaillent étroitement et que les comptes nationaux soient informés sur les évaluations faites par leurs collègues en charge de l'élaboration de la balance des paiements. De même, lorsqu'il y a eu changement de méthodologie ou utilisation d'un nouveau manuel de balance des paiements.

Le tableau ci-dessous retrace le passage entre les opérations de la balance des paiements et celles de la comptabilité nationale. Cependant, le compte d'opérations financières ne fait pas objet de traitement ici, puisque l'ISTEEBU n'a pas encore commencé à produire les comptes financiers.

Tableau de passage des opérations de la Balance des paiements à celles de la comptabilité nationale

Postes de la Balance des paiements	Crédit -BDP (Emplois dans le SCN)	Débit -BDP (Ressources dans le SCN)
1. COMPTE DES OPERATIONS COURANTES		
A. Biens et services (Compte de biens et services)	P6	P7
a. Biens (exportations FAB - importations FAB)	P61	P71
b. Services	P62	P72
- <i>transport</i>		
- <i>voyages</i>		
- <i>autres services</i>		
B. Revenus (Compte du revenu du primaire)		
- <i>Rémunérations des salariés</i>	D11	D11
- <i>Revenus des investissements</i>	D42	D42
C. Transferts courants (Compte du revenu secondaire)		

- Administrations publiques		
* Taxes douanières	D5	D5
* Subventions accordées/reçues pour soutenir le budget courant, contributions gouvernementales aux budgets administratifs des organisations internationales, etc	D74	D74
* Transferts courants divers des administrations publiques, comme contributions d'adhésion à des organisations internationales et autres transferts courants	D75	D75
- Autres secteurs (sociétés financières, sociétés non financières, ISBLSM)		
* Envois de fonds des travailleurs expatriés transferts en espèces réalisés par les travailleurs étrangers à des résidents appartenant à l'économie d'origine des travailleurs	D75	D75
* Transferts courants divers comme successions, contributions à des organisations religieuses, scientifiques, culturelles et caritatives, dons, aides, subventions, etc,	D75	D75
2. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES		
dont:		

<i>a. Transferts en capital</i>	D9	D9
- Administrations publiques		
- Autres secteurs		
<i>b. Acquisitions/Cessions d'actifs non financiers non produits</i>	NP	NP



#### IV. TRAVAUX ANALYTIQUES

Les travaux analytiques se déroulent autour de deux tableaux de travail: le tableau des comptes de branche (CB) et le tableau des équilibres ressources-emplois (ERE). Ils sont synthétisés dans le Tableau des Ressources et Emplois (TRE).

##### Equilibre Ressources-Emplois (ERE)

L'ERE est un tableau travail où sont confrontées l'offre et la demande d'un produit donné. C'est un équilibre ex post. Les ERE peuvent être réalisés en quantité physique ou/et en valeur; à prix courants et à prix constants. Il est construit pour chacun des 73 produits de la nomenclature.

Ce tableau présente les ressources du produit et les emplois qui en sont faits. Son élaboration part des données directement disponibles: les ressources valorisées à prix de base, en faisant les hypothèses appropriées pour les emplois; l'on procède donc aux arbitrages à ce stade.

Les ERE sont réalisés en valeur, mais pour certains biens, surtout pour les produits participant à une filière, ils sont aussi réalisés en quantité physique. L'on parle de filière lorsqu'un des outputs d'une branche est input privilégié d'une autre branche en raison des liens techniques qui les unissent. A titre d'exemple, le café constitue une filière, ainsi que le thé.

##### Comptes de Branche (CB)

Le CB est un tableau qui présente les comptes de production et d'exploitation par mode économique de production, l'emploi (population active occupée) et quelques ratios économiques. Les comptes de branche sont construits pour les 57 branches du niveau 3 de la nomenclature d'activité.

Ce tableau présente en ligne les différentes opérations des comptes de production et d'exploitation puis les données disponibles sur l'emploi et quelques ratios économiques.

En colonne l'on retrouve les différents modes de production : formel c.à.d. les DSF, formel non déclaré, formel sous-déclaré, les Administrations Publiques, l'informel et les ménages.

Le mode 1 contient les données issues des Administrations Publiques.

Le mode 2 de production qui correspond formel DSF est constitué des données comptables qui ne sont plus modifiables, sauf en d'erreur de chargement.

Le mode 3 correspondant au formel hors DSF contient les données estimées des entreprises connues n'ayant pas fourni de DSF. Cette évaluation se fait grâce au fichier des entreprises qui renseigne sur le poids des entreprises manquantes et sur la tendance d'évolution de la branche.

Le mode 4 qui retrace la sous déclaration des entreprises formelles se fait à partir du respect du coefficient technique de référence de la branche et de l'évolution temporelle ou d'un document tiers.

Le mode 5 qui retrace l'informel se fait à partir des informations issues en général des enquêtes spécifiques ou d'une source quelconque ; il en est de même pour les ménages.

La production est répartie par mode de production et par produit ; ce qui explique une articulation entre le CB et l'ERE.

De façon générale, l'on commence par la réalisation des ERE ; lorsque tous les ERE d'une branche sont effectués, l'on passe à l'élaboration du CB compte tenu de l'articulation entre la nomenclature d'activité et celle des produits ; à chaque activité correspond des produits. Les arbitrages ou les estimations faites au niveau de la production de la branche se répercutent sur les produits concernés, déséquilibrant de ce fait les ERE préalablement effectués. L'on revient donc les rééquilibrer avec la possibilité de révision des premiers arbitrages faits à ce niveau. Il y a donc des allers-retours à faire entre CB et ERE.

Le CB est important pour réaliser la transposition de ces comptes selon les secteurs institutionnels. Il permet de dégager les soldes suivants: la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte. Il n'y a donc pas d'équilibre à réaliser ici. Ce tableau permet de vérifier des nombreuses cohérences économiques. C'est le rôle assigné aux ratios prévus par le module ERETES.